

Tribune socialiste

ts



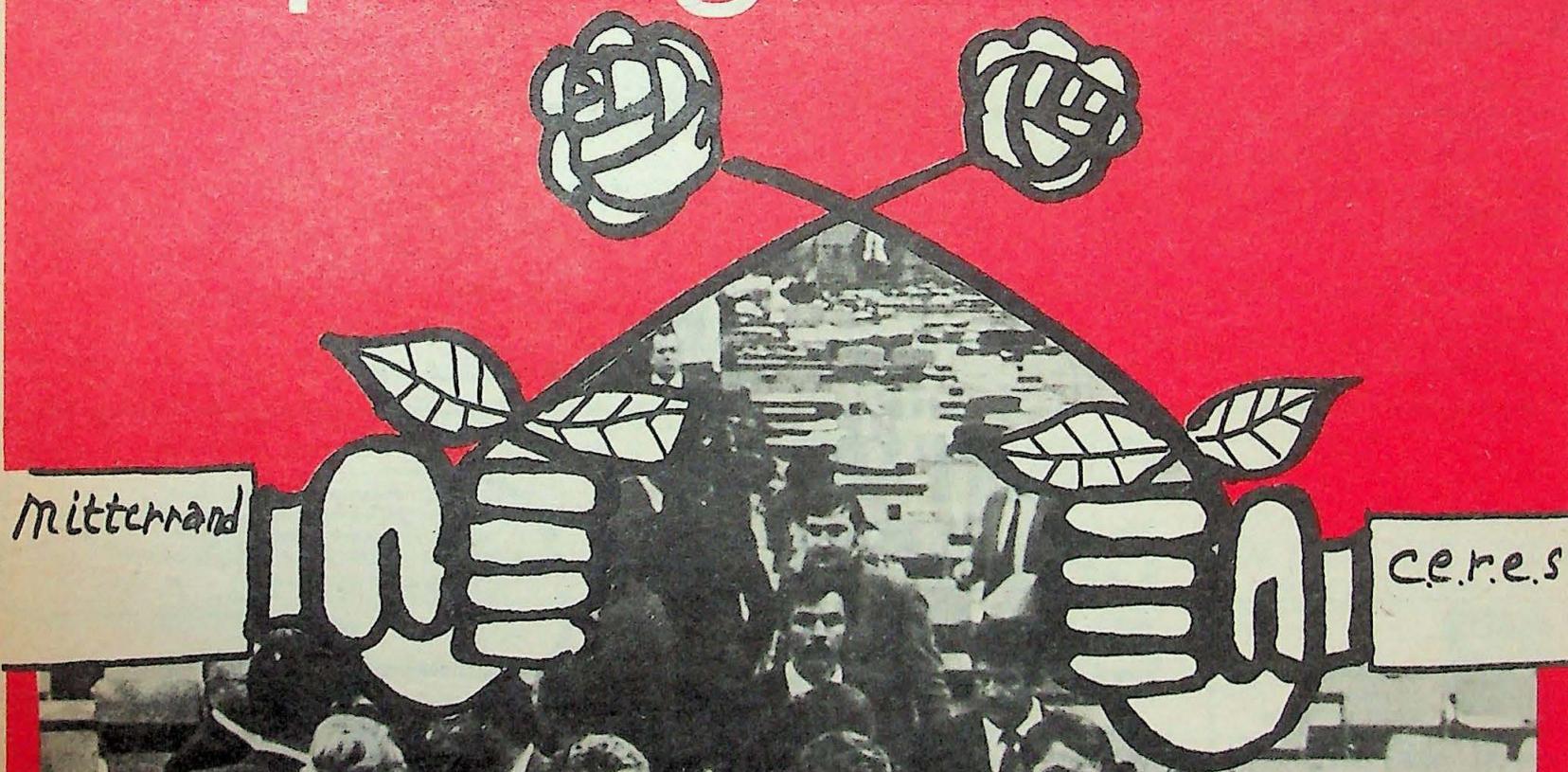
HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIÉ
n° 642 du 25 janvier
au 2 février 1975 3 F 50

● **LOGEMENT** (p. 9)
t'as pas assez vu ?

● **LARZAC** (p. 11)
les loups dans la bergerie

● **CHICANOS** (p. 15)
les raisins de la colère

le poing, la rose



... **et les épines**

Sommaire

- **PS : François, Michel, Pierre et les autres** .p. 3-4
- **PRESSE : Ce que prévoit « l'imprévu »**p.5
- **SOCIAL : comment répondre au chômage ? — il était une fois dans l'Ouest. Les ventes de Manuest**p.6-7
- **Quand le bâtiment va mal**p. 8-9
- **ARMEE : qu'est-ce que l'IDS ?**p.10
- **LARZAC : les loups dans la bergerie**p. 11
- **A LIVRES OUVERTS**p.12
- **THEATRE : rêves et réalité**p. 13
- **INTERNATIONAL : la comédie des erreurs des « super-grands »**p. 14
- **CHICANOS : les raisins de la colère**p. 15
- **LE FANTOME DE BERIA**p. 16



Je profite de cette lettre pour vous livrer les réactions de militants au nouveau TS : « TS redevient trop difficile à lire » « trop chargé » « imprimé trop petit ». Ce n'est pas ma réaction, mais celle de militants qui ayant passé toute une journée de bureau à lire des chiffres n'ont plus le soir le courage de se pencher sur un journal trop dense. Pour lui beaucoup de choses devraient passer par PSU documentation ou autre publication pour les militants. Je lui ai demandé s'il était abonné à PSU Doc !...

F. de Chantérac
Lamothe Brens (81)

Je prends connaissance avec retard de la « mise au point » d'André Barjonet publiée par TS du 14 décembre 1974, concernant le livre « Propositions pour sortir de la crise ».

1°) Barjonet « précise que le PSU ne saurait en aucune façon être engagé par cette publication ». Il a tout à fait raison s'il veut parler du PSU issu du Conseil national d'Orléans et c'est pourquoi j'ai veillé à ce que mention soit faite, dans la note de présentation du livre, du changement politique intervenu à Orléans (...).

2°) Barjonet indique également que le PSU « n'a jamais été informé » de cette publication. Cette indication est très inexacte puisque d'une part les membres de la commission économique savaient tous que leurs travaux devaient servir à une publication dont nous avons parlé à plusieurs reprises et d'autre part que le Bureau National de l'époque avait également été informé des projets de publications de la commission.

3°) André Barjonet écrit que « les documents établis par la commission ont

« disparu » dès le lendemain du Conseil national d'Orléans ». Cette façon de présenter les choses risquant en effet d'induire en erreur sur le comportement de certains camarades dont je suis, je veux préciser les points suivants. Premièrement, la commission n'ayant pas de local au Parti, ses documents ont toujours été conservés par son secrétaire ; ils n'ont donc pas disparu. Deuxièmement, les documents de fond susceptibles d'intéresser le BN ont été, en leur temps, ronéotés et distribués au BN ; troisièmement, les documents qui n'ont pas été distribués et qui restent en ma possession ont tous, je dis bien tous, sans aucune exception, été réalisés par des camarades du courant des assises qui souhaitent en conserver la maîtrise.

Croyez bien, chers camarades, que mon attention à répondre aux points évoqués par André Barjonet par des faits précis et non par la polémique correspond à une volonté de ne pas dégrader le climat entre anciens camarades du Parti et de préserver nos forces unies contre l'adversaire.

Jacques GALLUS
Ancien secrétaire de la commission économique du PSU

Gallus reconnaît que j'ai « tout à fait raison » de préciser que le PSU ne saurait être « en aucune façon » engagé par le livre sur la crise. Mais, ajoute Gallus, aucune erreur n'est possible puisque la note de présentation fait état du changement politique intervenu à Orléans. Admettons ! Il n'en demeure pas moins que, sur la couverture comme sur la page de garde, le livre est présenté comme l'œuvre de Michel Rocard « et de la commission économique du PSU ». Or cette affirmation n'est pas seulement fautive en ce qui concerne la commission actuelle mais aussi pour celle d'avant Orléans. Celle-ci — dont j'étais responsable national — n'a jamais été informée de la préparation de ce livre. De nombreux camarades qui faisaient partie de cette commission et qui sont restés au PSU peuvent en témoigner. La seule publication qui avait

été envisagée devait être faite au moment de la campagne présidentielle. Il n'en a plus été question par la suite. Par ailleurs Gallus affirme que les documents n'ont pas disparu, « qu'ils ont été en leur temps ronéotés et distribués au BN » : il faut croire, en ce cas, que tous les membres du BN n'avaient pas droit à la même documentation.

C'est ainsi que nos propres travaux sur l'inflation et l'emploi non seulement n'ont jamais été « ronéotés » mais ont purement et simplement disparu. Je ne polémique pas et je ne mets pas en cause la bonne foi du camarade Gallus. Je lui demande simplement de nous faire donc parvenir les documents qu'il a pu garder par erreur. Quant à la valeur du livre ainsi réalisé, c'est une autre question que G. Estève a évoquée récemment (cf. TS n° 641).

André BARJONET

Les rencontres du PSU

Le 21 janvier 1975, au siège du PCF, une délégation de la direction nationale du PSU conduite par Michel Mousel a rencontré une délégation de la direction du PCF conduite par Paul Laurent. La discussion a porté notamment sur les moyens de faire face au plan d'austérité gouvernemental et à ses conséquences sur l'emploi, le niveau et les conditions de vie des travailleurs. Les deux délégations ont décidé de rendre compte de ce premier contact à leurs organes de direction et de se revoir prochainement.

Par ailleurs, le PSU a rencontré le 20 janvier le secteur politique de la CFDT.

Calendrier politique

Réunions et meetings PSU

Le vendredi 24 janvier à 20 h 30 - Paris-14e - 32, rue Raymond Losserand avec Barjonet - Tlemcen -Berger.

Le mercredi 29 janvier de 18 h et 21 h - Paris-7e - 68, rue de Babylone avec Claude Bourdet.

Le 1er février à Périgueux, réunion du BN, de la CNA et assemblée des secrétaires fédéraux.

Première d'une série de séances de formation organisée par le PSU des Yvelines : le 25 janvier à la Mairie de Marly.

Commission écologie

Suite à un abondant courrier, et en application des décisions de la DPN, réunion le samedi 8 février à 10 h, 9, rue Borromée - 75015 Paris.

Un texte de Michel Mousel est à la disposition des éventuels participants, à l'adresse ci-dessus.

Autoroute Pte de Vanves-Montparnasse

Manifestation : Départ à 15 h - carrefour des rues du Château, de l'Ouest et Guillemot (14e).

Meeting : à la Mutualité le 28 janvier à 20 h 30.

C'EST VRAI CE LECTEUR EXAGERE

Pour la première fois je me permets de vous écrire car je tiens beaucoup à vous féliciter pour les progrès qu'a fait votre revue dont nous sommes tous fiers. Je puis vous assurer « cher TS », que depuis que j'ai appris à mieux vous connaître je n'ai cessé de m'intéresser à vous et j'ai fini par vous adopter.

Pour qu'aucune autre rivale ne puisse disputer votre place, j'ai laissé tomber toutes les revues étrangères que je lisais, je suis plein d'admiration pour vous, car je trouve dans vos pages beaucoup d'informations sur la théorie, sur la politique internationale.

Je renouvelle mes félicitations et souhaite recevoir le prochain numéro, merci à l'avance.

UN LECTEUR

MAIS...



HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert
HERCET - Alain TLEMCEN

Rédaction : 566.45.64 - Administra-
tion : 566.45.37 - Publicité : REGIE-
INFORMATION (770.40.18)

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Rédaction en chef :

Philippe MARIELIE
Secrétariat de rédaction : Monique
GRIMA

Maquette : Chantal LENDER
Secrétariat - Documentation : Marie-
Françoise CHAILLEUX

Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMEE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la
dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer
la nouvelle adresse complète.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F
pour six mois. Soutien : 150 F

Composition : CADET-PHOTO-COMPOSITION

le Congrès du P.S. à Pau :

françois, michel, pierre et les autres

Le Parti Socialiste est décidément un parti bien étrange, et son congrès de Pau s'annonce sous de curieux auspices...

Etre un parti multiforme cela permet, certes, de grandir tous azimuts, mais quand de surcroît on fait vivre tout son monde dans une organisation de type social-démocrate, et que diverses personnalités croient légitime de songer à leur destin national, tout cela se complique un peu : il faut bien payer de temps en temps la rançon de ses ambiguïtés.

La préparation du congrès de Pau (qui se tiendra du 31 janvier au 2 février prochains) ramène, de ce point de vue, aux vieilles habitudes de la SFIO. Des tendances — et des hommes — s'affrontent avec une rare dureté, défendant des motions par ailleurs fort semblables, et, après s'être

entre-déchirés à belles dents, s'apprentent à réaliser une miraculeuse « synthèse », permettant de vivre ensemble jusqu'au prochain congrès.

Quatre motions sont soumises au vote des sections et des fédérations du PS. Passons rapidement sur la motion n° 3 : c'est ce qui reste, avec Yves Durand, de la « Bataille socialiste », le vrai noyau molletiste se réclamant, bien sûr, d'une gauche pure et dure. Ses chances d'atteindre les 5% — et donc d'être représentée au niveau du Comité directeur — apparaissant faibles, elle ne compte guère dans les débats.

Passons aussi sur la motion n° 4, celle des archéo-droitiers de la SFIO, les Notebart, Piette et Provo. Leur combat est tout à la fois un combat d'arrière-garde, et un coup de sonde pour ceux qui, au sein du PS, sont hostiles à l'union de

la gauche. C'est trop tôt, ou trop tard ; mais de toute façon, ce n'est pas le débat d'aujourd'hui.

Cuisine épicée

Le vrai débat d'aujourd'hui, c'est celui qui oppose la motion n° 1 (Mitterrand et la majorité — environ 70% — du parti) et la motion n° 2 (CERES) ; c'est aussi le débat interne aux divers courants représentés dans la motion 1.

Pour l'anecdote — et aussi pour rappeler comment fonctionne cette « organisation démocratique », comme dit joliment son premier secrétaire — on rappellera comment fut rédigée cette motion. Or donc, une belle journée de cet hiver, un étrange aréopage se tenait ; il y avait les partisans de Mitterrand, ceux de Mauroy, ceux de Rocard, ceux de Martinet, ceux de Pope-

Gérard Jaquet (motion 1)

La gauche du PS, c'est nous !



TS : *Qu'est-ce que vous attendez du Congrès de PAU ?*

Gérard Jaquet : La motion dont le premier signataire est François Mitterrand, et à laquelle je me suis associé, répond clairement à cette question.

Le Parti Socialiste est devenu une des principales organisations politiques du pays. Nous devons cependant le renforcer encore, notamment en élargissant son audience dans les entreprises. Nous devons songer également à la formation de nos militants, en faisant porter principalement notre effort sur ceux qui viennent d'adhérer au Parti. Nous proposons à ce sujet la création d'un Centre National de Formation. Nous entendons, par ailleurs, poursuivre nos études dans les principaux domaines. Nous songeons notamment à réunir une Convention Nationale au printemps pour approfondir la notion d'autogestion, déjà dans notre programme (...).

Il ne s'agit nullement d'aller au pouvoir pour gérer la crise pour le compte du grand capital, et nous refusons tout autre hypothèse que celle qui découle de l'union de la gauche en vue d'appliquer le programme commun de gouvernement. Nous ignorons les intentions de M. Giscard d'Estaing, et par cela même la date exacte des prochaines élections législatives. Mais il est évident que si à l'occasion du renouvellement de l'Assemblée Nationale la majorité du pays apporte son appui aux partis de gauche, le devoir du président de la République sera d'appeler un leader de la gauche pour constituer un gouvernement d'union de la gauche sur la base du programme commun (...).

Il en est de même pour les prochaines élections municipales. Celles-ci auront lieu en mars 1977, et nous ne savons pas quel sera le mode de scrutin, notamment pour les villes de plus de 30 000 habitants. Nous devons donc, lorsque nous aurons obtenu toutes les informations nécessaires, réunir un Congrès, qui précisera la tactique du Parti. Cependant dès maintenant nous pouvons affirmer que le Parti Socialiste n'acceptera de faire alliance qu'avec des partis ou des personnes ayant souscrit aux options du programme commun de la gauche (...).

TS : *Qu'est-ce que vous pensez du Parti des Socialistes ?*

C.J. : (...) Le Parti Socialiste, le PSU de l'époque avec Michel Rocard et Robert Chapuis, un certain nombre de militants syndicalistes appartenant notamment à la CFDT, et d'autres organisations de gauche telles que les « GAM », « Objectif Socialiste », etc... ont décidé d'organiser en commun les « Assises du Socialisme ».

Cette importante assemblée a été réunie sur la base d'un « projet de société » mis au point par les initiateurs. Celui-ci définissait nettement l'orientation autogestionnaire que nous entendons donner au socialisme français. Il donnait sans équivoque son adhésion à la stratégie d'union de la gauche, et au programme commun (...).

Le PSU dans sa majorité n'a pas suivi Michel Rocard et Robert Chapuis. Nous le regrettons profondément, car nous estimons que l'heure n'est plus aux petites formations, sans doute confortables, mais peu efficaces en raison de leurs petites dimensions. Nous donnons nos préférences aux grands partis dont l'efficacité est, selon nous, largement fonction de leur importance.

C'est ce qu'est devenu le Parti Socialiste...

TS : *On parle d'un deuxième pôle de gauche au PS en plus du Ceres.*

C.J. : Notre courant est aussi à gauche que d'autres courants.

Dans le cadre du programme commun et de la politique d'unité de la gauche, nous sommes la gauche du parti.

Propos recueillis par Alain Tlemcen ■



Didier Motchane (CERES) :

deux gauches à Pau ?

TS : *A quelques jours de Pau, le CERES paraît plus CERES que jamais, non ?*

Didier Motchane : En fait, non. C'est la continuité, tout simplement. Le CERES était à l'origine — en 1966 — un petit groupe surtout parisien et intellectuel, qui a profondément changé de dimension et de structure après 1968. Il a commencé alors à se diffuser, à acquérir une base militante, à se diversifier socialement. Le CERES s'est développé autour de quelques idées-force : la pratique et la conception du parti ; l'axe de l'union de la gauche ; la liaison entre la formation et l'activité militante (qui est ce qu'exprime notre nom, d'ailleurs) ; et la nature de la lutte pour le socialisme.

TS : *Pour le CERES, qu'est-ce que c'est la social-démocratie ?*

D.M. : Nous partons d'une critique de la critique de la social-démocratie qui nous paraît juste mais superficielle, parce qu'elle est trop psychologique : c'est l'explication par le confort et la trahison des chefs. Elle est du même genre que celle qui explique le stalinisme par le culte de la personnalité. Comment se fait-il que des militants jeunes se retrouvent, quinze ou vingt ans plus tard, notables installés pratiquant tranquillement la collaboration de classe et l'électoratisme. La réponse est simple : les partis ouvriers, les partis de masse recrutent là où les gens sont, dans le capitalisme, dans la société bourgeoise. Le problème c'est de s'en sortir politiquement, c'est-à-dire collectivement. L'idée que le parti de masse peut être une organisation révolutionnaire dans toute son étendue, jusqu'à la moindre de ses sections, et à tout moment, paraît contradictoire dans les termes. Un parti de masse ne peut avoir la cohésion d'un groupe de 500 ou 5 000 militants. La solution, c'est la vie : l'aptitude d'une organisation à sécréter des noyaux de militance dont la fonction est d'arracher le parti à cette pente. C'est cela l'idée du CERES. Et c'est ce choix qui nous distingue le plus finalement du PSU.

TS : *Mais comment expliques-tu que les ex-PSU qui ont adhéré au PS n'aient pas rejoint la gauche du parti, à côté du CERES ?*

D.M. : Au CERES, nous sommes renforcés nous aussi depuis quelques mois, notamment d'éléments venus de la gauche syndicale. Les camarades du « Courant des Assises », ex-PSU ou autres, ont fait une erreur politique en ne prenant pas leur place « naturelle » dans le parti. Car il ne suffit pas de négocier des positions. Un rapport de forces politique, c'est aussi un rapport de conviction, et le congrès un temps fort qui permet d'établir ce rapport. Le choix qu'ils ont fait affaiblit la gauche du parti. Nous pensions tous, de Mauroy à Chévènement, que les Assises seraient positives, de même que les adhésions qui devaient en découler. Mais la droite du parti ne pensait-elle pas aussi aux « bénéfiques secondaires » : la création de deux gauches dans le parti ; un autre pôle que le CERES ? Or il est politiquement impossible qu'il y ait « deux gauches » dans ce parti et la majorité des militants ex-PSU s'en apercevra vite.

Propos recueillis par
Philippe Marielle ■

François, Michel, Pierre et les autres



Jean-Pierre Chevènement : l'ancienne nouvelle gauche ?

ren et puis ceux de Savary, si tant est qu'il en reste.

Il y avait là les chefs eux-mêmes ; et aussi les rescapés de la « troisième composante » des Assises. Rude journée. On parla, on fuma, il y eût quarante trois ruptures, vingt sept réconciliations, quatorze compromis, deux ralliements, et surtout bien sûr une grande volonté d'entente et de coopération. On se sépara heureux : on avait accouché d'un texte, le texte (croyaient-ils, les naïfs !) de la motion majoritaire du congrès. Ce texte, de fait, existe toujours ; il s'intitule désormais « Annexe à la motion n° 1, document d'étude et de réflexion ».

Y aller ou pas ?

C'est que, le soir même, Mitterrand convoquait Joxe et lui tenait à peu près ce langage : « Tout cela n'est pas sérieux, il faut maintenant faire un vrai texte politique ». Et ce tandem élaborait — et diffusait — un texte entièrement nouveau, dit « motion n° 1 », dûment revêtu de toutes les signatures prévues pour... l'annexe. Certains l'appellent François, paraît-il. Mais François 1er règne et gouverne. Et à notre connaissance — mais peut-être sommes-nous mal informés — personne ne pipa mot, ni les partisans de Mitterrand bien sûr, ni ceux de Mauroy, ni ceux de Rocard, ni ceux de...

Bref, à ce texte majoritaire, s'oppose un texte 2, émanant du CERES — ou plutôt, pour reprendre la terminologie officielle de ce groupe, du « courant de gauche » — amputé des martinettistes, mais renforcé de l'équipe de Garnier et Héritier.

Le CERES s'est posé bien des questions, depuis quelques mois. Surtout sur l'utilité, pour sa stratégie propre, de continuer sa politique de présence à la direction du parti. Peu importe qui, à la base et au sommet, a été le plus « participationniste ».

Ce qui importe, c'est la conclusion commune — et provisoire, puisque beaucoup dépendra des débats de Pau — à laquelle sont parvenus ces camarades. Cette conclusion provisoire est dans la logique de ce qu'a toujours été la stratégie du CERES. Si ce courant a pu renforcer progressivement son capital militant et son image de marque, c'est bien parce qu'il a simultanément développé une action autonome à la gauche du parti, et protégé son développement par sa présence au niveau de la direction du parti. Mitterrand bien sûr comprenait cela, mais en même temps, il savait bien que leur refuser un accord de direction équivaldrait à courir le risque de les renforcer dans une opposition rigide, pouvant librement du coup développer leur propagande.

Petit jeu

Fondamentalement, cela reste vrai aujourd'hui. La « realpolitik » du CERES le conduit à souhaiter à nouveau l'accord de direction — sauf si les places qu'on leur offre étaient vraiment trop mineures. Et Mitterrand accepte à l'avance l'idée de « la synthèse », et donc du compromis de direction — sauf si le CERES, obtenant par exemple moins de 18% des mandats à Pau, apparaît désormais comme en nette perte de vitesse.

Autre raison pour Mitterrand de rechercher le compromis avec le CERES : se préserver des

contre-poids par rapport à Mauroy ou à Rocard. C'est que le jeu interne à la motion n° 1 constitue désormais l'une des données essentielles de la vie du PS.

Premier acte de ce jeu interne : les « mitterrandistes » purs, les ex-conventionnels (Joxe, Estier, Delelis, Fillioud, Delisle, etc.) souhaitent désormais contrôler l'appareil du parti, et ne plus laisser les mains libres à Mauroy : ils ne sont pas sûrs que Mauroy soit pour eux, et pour toujours, un homme absolument sûr. Et ce que traduit la liste des candidatures de la motion 1 au Comité directeur, c'est d'abord cela : la volonté de rééquilibrage du « mitterrandisme » pur par rapport à Mauroy.

Deuxième élément : le problème que posent Rocard, Chapuis, Acquier et ceux qui les suivent. Si l'on se réfère à sa dynamique propre, ce courant ne pouvait à l'évidence pas jouer au sein du PS le rôle de « renforcement de la tendance de gauche » auquel l'invitait instamment le CERES. Ils ne le pouvaient pas, fondamentalement, parce qu'ils ne sont pas assez nombreux pour cela. « Rocard, combien de fédérations ? » aurait pu ironiser Mitterrand, à l'image de Staline demandant combien de divisions le pape représentait... Se contenter de renforcer un courant minoritaire eût représenté une tactique suicidaire, s'il s'agissait de s'installer en profondeur dans le PS, et de faire de Rocard un candidat sérieux à la succession de Mitterrand. En même temps, s'intégrer purement et simplement représentait pour nos anciens camarades un autre danger : celui de se retrouver tout nus devant les conventionnels, au jour du partage des dépouilles du prince.

La tactique qu'ils ont adoptée est donc logique : ils appartiennent à la motion 1, mais signent en même temps (à l'exception de Rocard, à qui l'on entend ainsi donner une vocation de rassembleur « hors courant ») un amendement à cette motion, « pour le renforcement de la ligne de gauche », qui est soumis au vote du parti. R. Chapuis peut ainsi faire campagne pour montrer qu'il existe une autre voie « de gauche » dans le PS (et dans la majorité de surcroît) que celle qu'incarne le CERES. Il peut espérer drainer sur cet amendement des mitterrandistes divers, et une fraction de la base du CERES, qui n'est pas liée corps et âme à ses chefs d'historiques.

Dures réalités

Bien sûr, Mitterrand n'a apprécié que modérément cette manipulation. Il a réduit de huit à six le nombre de places réservées au Comité directeur à « l'ex-courant PSU des Assises » (1). Mieux, il a tenu à ce que la répartition interne des candidatures au Comité directeur préserve la possibilité d'une majorité mitterrandistes-CERES, en cas de « trahison » de Mauroy et Rocard. Mieux encore, alors que l'accord de principe était réalisé pour l'extension du secrétariat national du parti, il a proposé qu'on étudie une formule dans laquelle ce serait le Bureau du parti qui deviendrait l'organe politique délibératif suprême, les secrétaires nationaux n'agissant que par délégation du premier secrétaire. Dans ces conditions, précise-t-il, la présence des nouveaux venus ne s'imposerait pas au niveau de ce secrétariat restreint, plus « technique »... Pas mal, non ?

Le choix entre toutes ces formules dépendra de la tonalité des débats de Pau. Selon que Chapuis-Acquier d'une part, le CERES d'autre part, se conduiront comme Mitterrand l'espère ou non, le premier secrétaire mettra au point sa position définitive — et sur les contours politiques de l'accord de direction, et sur les responsabilités précises accordées à chacun. Tout le monde est ainsi invité à jouer serré. Très serré.

A vrai dire, la synthèse entre les deux grandes motions en présence ne posera pas grand problème : c'est à qui sera le plus à gauche, le plus

hostile envers toute coalition centriste pour les municipales, le plus enthousiaste pour l'autogestion, le plus soucieux d'affirmer l'actualité du socialisme.

Non, le débat difficile pourrait se faire sur les problèmes des rapports avec le PC.

Quelle unité ?

La tentation de Mitterrand est d'éluder — pour un temps encore — le débat de fond, après avoir rappelé les principes généraux — et électoraux — sur lesquels repose sa stratégie d'union.

Le CERES, lui, qui a découvert la vertu incantatoire du programme commun, propose de « renforcer la dynamique de l'unité », et « demande au PS d'être unitaire pour deux » ; il demande « des actions et des campagnes communes pour défendre l'emploi, les libertés, les services publics, l'indépendance nationale » et la « mise en place, à la base, de structures de concertation avec nos partenaires du programme commun ».

Quant à l'amendement Martinet - Acquier - Chapuis, il réclame tout à la fois des « actions ponctuelles sur le terrain ou des initiatives nationales qui pourraient être prises en accord avec les partis et les forces syndicales (en premier lieu sur les problèmes de l'emploi) », et surtout « un véritable débat » avec le PCF, « non seulement sur les objectifs et les formes d'action de la lutte contre la crise, mais également sur les meilleures conditions d'une ouverture de la voie au socialisme ». Bien sûr, Mitterrand a puissamment froncé le sourcil ; il ne va tout de même pas accorder à Martinet ce qu'il a obtenu que le PS refuse naguère à Savary : l'union électorale et toutes ses conséquences, oui, le débat idéologique, sûrement pas ! Du coup, Chapuis a rajouté, de sa main, une phrase à l'amendement, pour affirmer qu'« il ne s'agit en aucun cas de s'engager dans un débat idéologique » tel que l'a refusé le congrès d'Épinay, il s'agit au contraire d'un débat politique dans le prolongement du « programme commun ».

C'est bien là que le bât blesse. C'est sur la conception de l'unité qu'un véritable débat politique va s'instaurer (dans la commission des résolutions du congrès) entre les conceptions de Mitterrand, celles des auteurs de l'amendement, celles du CERES (et, accessoirement, celles de Notebart).

C'est de ce débat-là que dépend la vraie « synthèse » politique, et la clé de l'accord de direction. Avec ce bémol, qui tient dans cette expression d'un des principaux auteurs de l'amendement (valable aussi pour le CERES ?) : « Notre conception de l'unité ne l'emportera vraiment que si Mitterrand la reprend plus ou moins en compte ». C'est avouer de manière bien candide les limites de sa tactique...

Gilbert HERCET ■

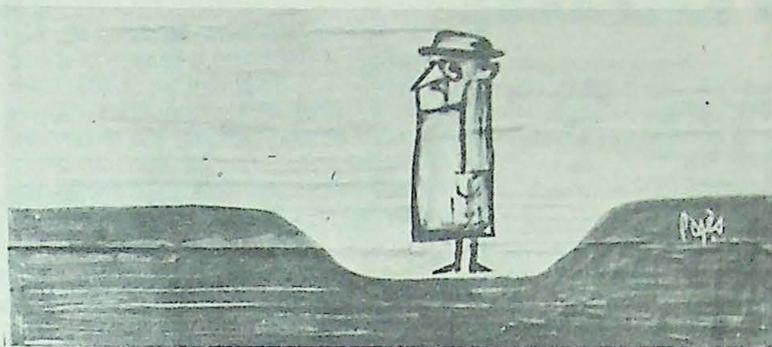
(1) Ce courant a désigné Rocard, Chapuis, de la Fourrière, Le Garrec, Borella et Beneteau Verlhac serait le septième, si le score atteint par le texte 1 était suffisant pour que l'ensemble de la motion Mitterrand ait droit à 101 membres au moins au Comité directeur.



Michel Rocard : la nouvelle ancienne gauche ?

ce que prévoit

L'imprévu...



On recommence à parler beaucoup de lancement de quotidiens. Du côté du pouvoir, Poniatowski a repris l'étude visant à lancer un journal du soir s'attaquant au quasi monopole du Monde dans les catégories dirigées.

Et puis, il y a tous les espoirs qui se fondent sur le fait qu'aujourd'hui — avec la photocomposition, l'offset — les moyens nécessaires à la sortie d'un quotidien sont beaucoup moins lourds, donc beaucoup moins coûteux, que naguère. L'échec commercial de Libération et du Quotidien de Paris ne freine qu'à peine les projets.

A l'extrême gauche, la LCR, croyant encore utilisables des formules d'autrefois, en est venue à estimer que le meilleur moyen d'attirer dans son orbite les militants révolutionnaires inorganisés est de leur offrir un quotidien; elle envisage donc de reconvertir largement son action pour faire de la fabrication et de la diffusion d'un quotidien Rouge (qui pourrait être lancé à l'automne prochain) le fer de lance de son activité politique. De leur côté, Front rouge et l'Humanité rouge, tirant la leçon de l'évolution de Libération, étudient chacun de leur côté les possibilités d'un passage à une parution quotidienne.

Un projet est enfin à plus court terme: le 27 de ce mois-ci, on trouvera dans les kiosques le numéro un de l'Imprévu, dirigé par Michel Butel et Bernard Henri Lévy. Pour en savoir un peu plus sur ce nouveau venu, nous sommes allés poser quelques questions à l'un de ses animateurs.

TS: Comment définissez-vous votre projet?

Michel Butel: « L'Imprévu » sera un journal de gauche populaire — disons du moins qui se veut populaire. Ce sera un quotidien du matin, tirant seize pages en offset, et vendu 1,50 francs.

TS: Est-ce qu'on peut préciser un peu ce que vous entendez par journal de gauche? On a dit, ici ou là, que vous seriez d'abord dans la mouvance du Parti socialiste...

M.B.: Non, pas du tout. Disons

« Libéralisme » : Après Europe, RTL...

A RTL, sous prétexte de réorganisation, la direction veut licencier quatre journalistes, dont Julien Besançon et Alain Cancès. Ainsi, on continue sur les postes « périphériques » à châtier les moindres vellétés d'indépendance. Par contre, on a repris Léon Zitronne, la grande vedette gouvernementale, et Jean Gorini, parrainé par la Banque de Paris et des Pays-Bas. Les journalistes de la station ont réagi contre ces pressions. Affaire à suivre.

que nous sommes dans la mouvance de la candidature Mitterrand aux présidentielles. Il y a 50 % de Français qui — à part ceux qui lisent l'Humanité — n'ont pas de quotidien du matin. C'est à eux tous que nous voulons nous adresser, et nous n'avons aucun lien, ni organique, ni financier avec le PS.

Certains d'entre nous, c'est un fait, ont des liens personnels avec le PS; Bernard Lévy a fait partie du groupe des experts de Mitterrand, je prépare moi-même un livre d'entretiens avec Mitterrand. Mais nous tenons tous par dessus tout à notre totale autonomie politique.

Des négociations financières avaient été menées avec Roussetat, l'un des principaux financiers du PS, et Perdriel-Daniel, du Nouvel Observateur, mais elles ont précisément été rompues parce que nous refusons complètement d'être le journal du PS, ou le quotidien de l'Observateur. Nous l'avons dit: nous ne serons liés par aucun autre contrat que celui que nos lecteurs acceptent de passer avec nous.

TS: Vous allez paraître à un moment où la situation de la gauche n'apparaît pas très brillante...

M.B.: Précisément, nous allons, sur la rupture PC-PS, dire des choses — un peu nouvelles, je crois — qui vont sans doute surprendre. Fondamentalement, je crois que nous sommes à une étape historique importante. L'union de la gauche telle que nous l'avons connue depuis quelques années, c'est fini. Nous sommes dans une période où il

est désormais envisageable que le PC devienne groupusculaire, ne recueille plus que 10 ou 12 % de l'électorat, et que le PS, dans des délais peut-être plus longs, s'effrite lui aussi.

Quelques années après Mai 68, on est dans une situation figée, où l'union de la gauche et le gauchisme apparaissent comme des institutions, dont on ne peut pas attendre grand chose pour un changement réel en Europe occidentale.

C'est bien sûr une période où beaucoup désespèrent — un peu comme dans l'immédiat avant-guerre — mais aussi où des entreprises apparemment folles peuvent voir le jour et susciter quelque chose, forcer des clivages, contraindre à chercher les racines d'une unité réelle. Ça manque un peu de modestie de dire les choses comme ça, mais un journal doit aussi tendre à changer la vie des gens qui le lisent.

TS: Et votre volonté d'être « populaire », comment se traduira-t-elle?

M.B.: Il faut faire passer l'imagination, les fantasmes, par les trous d'aiguille de la réalité. Ou on commence là où en sont les gens, ou on fait du volontarisme, et on renonce à engager la conversation avec beaucoup de gens. Nous, nous ne voulons mépriser aucun secteur. Dans l'Imprévu, il y aura des faits divers.

Aujourd'hui les faits divers sont laissés à la presse crapuleuse ou à ce qui reste comme traces de la presse crapuleuse dans la grande

presse (comme à France-Soir), ou encore traités avec des pincettes (comme au Monde, où par exemple on traitera d'un fait divers si un immigré est matraqué dans un commissariat). Tout cela traduit en fait le mépris de la vie quotidienne des gens. Et puis, il y aura des résultats sportifs, les courses, des jeux, des photos, des dessins, des articles très lisibles.

TS: Vous risquez de faire un « Parisien Libéré » de gauche...

M.B.: Non, non. La politique sera très présente, la politique intérieure (en pages 2 et 3 au moins) et étrangère, (pages 4 et 5), et même la politique « politicienne »... Et l'économie, que nous essaierons de traiter d'une manière accessible, un peu comme Elle a su présenter ses fiches-cuisine. Il y aura aussi un feuilleton politique...

TS: Dernière question: d'où vient l'argent?

M.B.: De la famille des fondateurs du journal, et d'abord de celle de Bernard Lévy. Par ailleurs, nous accepterons la publicité, avec une régie publicitaire intégrée au journal. Nous prévoyons d'avoir 25 % — en surface du journal et en recettes — venant de la publicité.

Nous tirerons les premiers numéros à 120 000 exemplaires. Nous pouvons, s'il le faut, tenir neuf mois pour voir si notre pari est tenable; pour qu'il le soit, il faut à terme au moins 40 000 lecteurs réguliers. Nous misons essentiellement sur les gens qui désespèrent que puisse exister un quotidien du matin, qui parfois lisent un hebdo (Charlie, Le Nouvel Obs), parfois ne lisent rien. Nous croyons répondre à une attente.

Propos recueillis par
Gilbert HERCET

KLAPPERSTEI 68 en danger de mort

Des quotidiens naissent. Des hebdomadaires, des mensuels disparaissent. Et Klapperstei 68, un bi-mensuel bien connu des lecteurs de TS, risque de cesser de paraître. Dans son numéro du 15 janvier, K 68 annonce que, « n'ayant aucune dette derrière lui, il voit sa caisse entièrement vide ». Et il envisage de ne plus paraître pendant un mois, le temps de voir si ses lecteurs sont prêts à donner au journal des garanties de confiance et de fidélité suffisantes sur le plan financier.

Il est important que K 68 ne disparaisse pas. Ce journal s'est donné pour tâche de faire de la contre-information dans le Haut-Rhin, une région sur laquelle, comme presque partout en province, de grands quotidiens régionaux entièrement soumis aux intérêts locaux ont réussi à poser leur chape à chloroforme.

Pour soutenir K 68, envoyer les chèques à: KLAPPERSTEI 68, Mulhouse Cedex 68055

librairie EDITIONS SYROS

Commande & Règlement à: EDITIONS SYROS 9, Rue Borromée 75015 PARIS

L'ETAT PATRON	40,00F
Philippe Brachet	
LE MOUVEMENT TROTSKYSTE EN FRANCE	30,00F
Yvan Craipeau	
SERVITUDE ET GRANDEUR DU P.S.U.	30,00F
Edouard Depreux	
L'ENFER DES POMPIERS	24,00F
J.J. Lubrina (journal d'un pompier de Paris)	

AUTOGESTION ET REVOLUTION SOCIALISTE	8,00F
Colloque autogestion janvier 1973	
CHILI 1970-1973: UN PEUPLE EN LUTTE	10,00F
Collectif Chili	
CHILI: LES DOCUMENTS DU COMLOT I.T.T.	10,00F
Jack Anderson	
LE « MAI » DES BANQUES	10,00F
Militants C.F.D.T.	

comment répondre au chômage ?

Les statistiques succèdent aux statistiques, avec leur cortège de licenciements, de mises au chômage technique, de faillites, de fermetures. Les jeunes et les femmes sont les principales victimes. Le pouvoir préconise des stages de formation, mais on n'y a accès qu'à certaines conditions. Dans un cas sur deux, on reste chômeur à la sortie, et l'on doit toujours affronter les longues queues devant l'ANPE dont on sort écoeuré, culpabilisé, inutile.

Qu'il s'agisse d'un dépôt de bilan (Big Chief), d'une faillite, ou de toute une branche en mutation (le bâtiment), ce sont toujours les travailleurs qui écopent. Mais les ripostes deviennent de plus en plus dures. A Manuest, à Bretoncelles, à la Roche-sur-Yon, des travailleurs occupent les locaux. Parfois, ils organisent des ventes sauvages et la popularisation de leur conflit.

Tant que la communauté de travail n'est pas brisée par les mutations ou les reclassements, ces actions sont possibles. Elles correspondent au refus de toute perte de ressources, de toute perte de qualification, de cette déportation des travailleurs que les spécialistes appellent pudiquement « mobilité professionnelle ».

Mais, dans bien des cas, ces actions ne sont pas possibles. Notamment lorsqu'il s'agit d'un trop petit nombre de licenciements, ou de jeunes arrivant sur le marché du travail. Le chômeur isolé « a tendance à se replier sur lui-même » comme le remarque la CFDT, à se décourager, à s'aigrir.

Que faire pour que cesse ce scandale ? Se contentera-t-on, comme Bergeron, de négocier avec Chirac quelques promesses de garanties pour les plus défavorisés ? Une part très importante de salariés-travailleurs à temps partiel (souvent des femmes), vacataires, auxiliaires, immigrés sans contrat et surtout jeunes sans ancienneté — sont particulièrement vulnérables. Face à cette dégradation de l'emploi, la CFDT entend organiser les chômeurs en constituant autour des syndicats de métier des « commissions inter-professionnelles ». Jusqu'alors ces commissions syndicales n'ont servi qu'à expliquer droits et devoirs. L'absence d'objectifs de lutte communs risque de laisser ainsi les chômeurs désorganisés. La CFDT ne s'est cependant pas privée de condamner toute forme d'organisation autonome : « Il (le chômeur) peut alors devenir une proie facile pour tous ceux qui veulent l'utiliser et le manipuler pour une agitation extrémiste de caractère gauchiste ou fasciste ».

Cette étrange condamnation préalable de toute organisation autonome des chômeurs eux-mêmes revient à leur dire : votre voie de salut, c'est de vous syndiquer ! Mais « ces commissions de caractère informel et nécessairement limitées dans le temps » préconisées par la CFDT résolvent-elles le problème ? Nous ne le pensons pas car le chômage est une offensive concertée du pouvoir qui suppose une riposte autre que la simple adjonction aux syndicats des travailleurs ayant encore un emploi.

Par contre il est nécessaire d'organiser des comités de chômeurs (syndiqués ou non) menant des luttes spécifiques au sein des institutions chargées de gérer le chômage (bureau de pointage, ANPE). Ils peuvent — entre autre — mener une bataille plus globale (pour un revenu garanti notamment) liée aux luttes contre les licenciements, pour l'emploi dans certaines régions, dans certains secteurs industriels.

En fait la CFDT vise moins le risque de récupération fasciste que les premiers essais tentés par certains de ses militants (intérimaires notamment) et d'autres organisations pour regrouper les chômeurs sur de nouvelles perspectives de luttes. Si la CFDT continue de se contenter de ce type de jugement a priori face à la nécessité pour les chômeurs d'exprimer leurs propres besoins et revendications, elle verra rentrer par la fenêtre ceux qu'elle a fait sortir par la porte.

Y. SPARFEL ■

Bretoncelles

Il était une fois dans l'Ouest

Au centre de la carte Michelin 60, à la rencontre d'une route « jaune » et d'une « blanche » : Bretoncelles, 1 200 habitants, dont la moitié agglomérés autour de ses édifices communaux. En venant de Paris, on peut y accéder par une petite route sinueuse que côtoie la Donnette, petite rivière au nom de sucrerie qui serpente autour des arbres et des vaches. Sur le bord du chemin, jouant à cache-cache dans les bosquets, d'autres bovins regardent curieusement les intrus qui troublent leur méditation avec leurs bruits mécaniques.

ouvrière dure et longue dans une entreprise accueillie il y a une dizaine d'années avec plaisir.

Le dimanche 19 janvier, ce bourg percherois connu certainement le plus important rassemblement « gauchisant » de son histoire. Ce jour-là en effet, dans la salle des fêtes, un meeting-gala organisé par les comités de soutien rassemblait plusieurs artistes et groupes folkloriques régionaux, et les organisations syndicales et politiques de la région CFDT, CGT, Paysans-travailleurs, LCR, OCR, PSU.



Un mini hôpital de quelques lits ; une coopérative agricole avec son silo ; des exploitations moyennes (30 à 40 ha), de labour et pâturages ; un artisanat rural ; une petite gare pour omnibus de campagne ; deux à trois petites entreprises implantées récemment dans une zone industrielle : voilà un bref aperçu de cette petite commune rurale du Perche, à 30 kilomètres de Mortagne, sa sous-préfecture.

Mêlant partie artistique et prises de parole (un soldat du contingent, masqué, était venu apporter le soutien des appelés en lutte), ce gala-meeting eut un franc succès, tant auprès de la population locale (on y remarquait beaucoup de familles avec enfants) qu'auprès des nombreux sympathisants, essentiellement des jeunes.

Chacun connaît l'histoire de l'usine Piron à Bretoncelles, cette entreprise familiale dans laquelle les ouvriers ont licencié leur patron il y a un mois. Rien ne pouvait laisser prévoir que ce village — type même de l'agglomération rurale sans histoire dont la vie quotidienne se règle au chant du coq et au carillon de l'église, ignorée de la plupart des gens d'Alençon, sa préfecture — allait devenir le centre d'une lutte

Il est cependant regrettable que, dans les interventions politiques en particulier, on se soit contenté d'évoquer des problèmes généraux dans le langage habituel des organisations d'extrême-gauche, assez lointain des préoccupations quotidiennes des gens de la région. Quant aux organisations syndicales, la plupart du temps, elles n'apportaient qu'un soutien moral et financier.

M. et R. Rival ■

Big Chief : belote ... ou rebelote ?

Depuis treize ans, Big Chief était la fierté des notables locaux de la Roche sur Yon. Elle était le numéro deux du prêt à porter féminin en France. Mais, dès 1973, les travailleurs subissent les premiers contrecoups de difficultés que l'employeur met sur le dos du manque d'approvisionnement. On assiste alors à des licenciements et à un blocage des salaires. Depuis des rumeurs ne cessent de circuler. Enfin la vérité éclate : on annonce un déficit de 1 milliard 200 millions. Depuis trois semaines l'entreprise était en cessation de paiement ; le 6 janvier le personnel occupe l'usine. Il vient d'apprendre le dépôt de bilan.

calme — et par les déclarations des représentants des pouvoirs publics qui se font l'écho de solutions toujours possibles.

Les travailleurs de Big Chief continuent à attendre la solution « miracle ». Ils pensent d'abord l'avoir trouvée avec une tentative de rachat par la firme Biderman. Ils mettent actuellement leur espoir dans des solutions industrielles puisque — paraît-il — on en discute en ministère. D'où un climat général propice à une certaine démobilitation entretenue d'ailleurs par un directeur — qui proclame partout sa solidarité avec le personnel et appaie l'occupation « digne et

La CGT s'est refusée à toute popularisation et à toute forme d'action autre que l'occupation du hall d'accueil et les parties de belote. La CFDT pour sa part, a proposé l'occupation du magasin de stock d'une valeur de 1 milliard d'anciens francs, l'organisation de journées portes-ouvertes, et de populariser la lutte.

Une évolution au cours des jours prochains est possible, d'autant plus que le soutien extérieur commence à prendre forme. A l'initiative de la section PSU de la Roche sur Yon, vient de se tenir une rencontre entre militants de diverses organisations (CFDT, APF, Paysans-travailleurs, Vie Nouvelle, MRJC, Ecole Emancipée, groupes politiques d'extrême-gauche). Il s'agit de populariser le conflit autour de deux mots d'ordre : « Non à tout licenciement » et « Big Chief se bat pour tous les travailleurs. »

Raymond Torrent ■

manuest

De la vente sauvage à l'exposition officielle

Chez Manuest aussi « on fabrique, on vend, on se paie ». Manuest, c'est une fabrique de meubles fondée en 1959 dans un petit village des Vosges, Châtenois (Voir TS n° 635). Au début, l'affaire marche bien et redonne vie au village qui, en quinze ans, est passé de 800 à 2 500 habitants. Mais les patrons se révèlent vite totalement incompetents. Ils ont en outre une fâcheuse tendance à confondre la caisse de l'entreprise et leur propre portefeuille. Dans un savoureux livre blanc, la section CFDT a dressé la liste de ces malversations et erreurs de gestion. Conséquence logique de l'incurie patronale, le 30 octobre dernier, la société est mise en liquidation de biens. Mais pour les travailleurs, « Manuest, ce n'est pas fini ». La production et la commercialisation ont repris sous contrôle ouvrier. Nous avons interrogé des travailleurs de Manuest qui tiennent un stand au Salon du Meuble à Paris.

TS : Pourquoi participez-vous à ce Salon ?

C'est d'abord pour populariser notre lutte. Mais c'est aussi pour faire le point sur les possibilités commerciales. La réaction des visiteurs est dans l'ensemble assez favorable. Ce sont des professionnels, et sur le plan commercial, ils ressentiraient fortement notre disparition. Les autres exposants, eux, sont plus réticents. Ce n'est d'ailleurs qu'au dernier moment qu'on nous a autorisés à participer au Salon. Grâce à des interventions venues d'en haut...

TS : Comment vous est venue l'idée de ce mode de lutte ?

Fabriquer des meubles, on l'a toujours fait. On continue. Pour nous, c'est la seule manière de trouver une solution rapide. En fabriquant et en vendant, nous montrons que l'entreprise est viable, nous entretenons l'outil de production. Si l'usine ferme, c'est uniquement à cause du sabotage des patrons.

TS : On compare souvent votre lutte à celle des Lip...

Il y a des ressemblances évidentes. Les Lip nous ont donné des idées... et nous ont acheté des meubles. Maintenant, il faut bien voir la différence du contexte : Châtenois n'est pas Besançon, nous sommes la seule industrie du coin, d'où un risque d'isolement.

TS : La situation peut-elle se débloquer prochainement ?

Actuellement, plusieurs propositions d'industriels sont sur le bureau des pouvoirs publics. Un choix devrait intervenir ces prochains jours.
Propos recueillis par Thierry Guidet ■

Pour un colloque de l'immigration

Les 15 et 16 février, se tiendra à Montpellier un rassemblement national sur l'immigration qui rassemblera les immigrés ayant lutté ces dernières années, les « sans papiers », ainsi que les organisations politiques, syndicales et les personnalités qui se sont battues contre la circulaire Fontanet. Au travers des débats et des positions parfois divergentes, doit se dégager — si tout va bien — un véritable programme revendicatif de l'immigration.



informatique

Les retombées du faux prestige

Vendredi 24 janvier, 400 travailleurs de la CII (prononcez « C 21 ») ont fait le voyage de Toulouse à Paris pour interroger le ministre de l'Industrie sur l'avenir de leur emploi (1).

Au début des années 1960, Giscard vend BULL (ordinateurs faits en France) aux Américains. Deux ans après, les Américains refusent un ordinateur à la France pour sa recherche atomique. De Gaulle en colère impose une relance de l'informatique française à l'aide d'un Plan-Calcul, puis d'un second Plan-Calcul, puis d'un troisième. On fabrique donc des ordinateurs, mais sans perspectives à long terme avec des subventions énormes de l'Etat, profitant aux actionnaires (CGE- THOMSON). Pour arriver à la taille internationale un accord commercial est signé entre Siemens (Allemagne) et Philips (Hollande).

Bruits et chuchotements

Giscard après Pompidou louche sur l'Amérique et l'Europe ; on restructure. Tout le monde sait qu'on ne peut pas continuer ainsi, sans objectifs à long terme ; tout le monde sait que la solution est entre les mains du gouvernement. Celui-ci se tait et attend. Les clients se découragent, ne veulent pas acheter un matériel très cher sans être sûrs qu'il soit suivi. On chuchote des bruits : fusion de multinationales européennes (Philips, Siemens) ou américaines (avec Bull : ironie du sort) ; le gouvernement se tait toujours, la situation pourrait.

Sur les cinq usines en France (8 000 personnes), celle de Toulouse (1 600 personnes) est la plus vulnérable en cas de fusion : c'est l'usine de production. Un Comité central d'entreprise extraordinaire annonce que 200 emplois seront supprimés en quelques mois. Ce sont des intérimaires et des contractuels. La mobilisation du personnel, jeune et sans traditions de lutte, est difficile. Elle se fait peu à peu : la coupe déborde. Les travailleurs mettent au point des plates-formes avec les 15 premiers contractuels menacés, organisent des débrayages tournants, vont manifester à l'ORTF, occupent le centre téléphonique, tiennent une assemblée générale dans les locaux municipaux du député-maire Baudis, font une petite visite (à 1 000) au conseil général.

Le PC (très présent sur l'usine) et la CGT-majoritaire à Toulouse bien que minoritaire sur l'ensemble de la compagnie - préconisent la nationalisation dans le cadre du programme commun. On voit mal en quoi une telle proposition, qui confond en fait nationalisation sous le contrôle des travailleurs et étatisation, constituerait une réponse au problème posé aujourd'hui. C'est en effet l'Etat qui détient d'ores et déjà les clés de l'avenir de la CII, mais c'est juste-

ment l'Etat qui remet en cause l'emploi dans la région toulousaine : presque toutes les grandes entreprises sont ou nationalisées ou contrôlées à 100 % par l'Etat : SNIAS - APC (Azote Produits Chimiques) - CNES.

Exiger le contrôle

La nationalisation ne constitue jamais à elle seule une garantie suffisante de l'emploi en régime capitaliste. La fusion multinationale est par ailleurs à l'évidence une solution inadmissible pour les travailleurs. Ceux-ci sont conscients de la nécessité d'une coopération internationale, mais ils exigent aussi que la France garde le contrôle de la production des ordinateurs, qu'il n'y ait pas un pays chargé de telle partie de l'ordinateur et un autre pays du reste. Il y va de la sécurité de l'emploi et aussi de l'indépendance nationale en matière d'informatique, donc d'économie.

Le mot d'ordre de contrôle national sur l'informatique française, qui est celui de la CFDT, essaie de traduire ces nécessités. Il suppose, sans qu'on puisse l'opposer au mot d'ordre de nationalisation qui se situe à un autre niveau, le contrôle permanent et direct des travailleurs sur l'exécution des objectifs du Plan.

Ce contrôle permanent des travailleurs supposerait au départ un apprentissage dans la conduite des actions et de la lutte dans son ensemble. Mais la présence de groupes « gauchistes » souvent maladroits (LO, Union ouvrière) donne des prétextes à la CGT pour refuser au maximum les AG et faire approuver par le personnel une délégation de pouvoir totale aux syndicats. L'entrée très récente dans la lutte de la CGC et de FO qu'il faut rassurer confirme encore la CGT dans cette voie. On peut craindre, pour les mêmes raisons, que la nécessité de poser les problèmes de l'ensemble de l'entreprise fasse oublier les 15 premiers contractuels que la direction prévoit de licencier dans les premiers jours de février.

Il est certain que les luttes pour l'emploi seront difficilement victorieuses s'il n'y a pas une jonction de ces luttes surtout quand elles ont, comme à Toulouse, une même cause directe : l'incurie de l'Etat qui se double actuellement d'une volonté manifeste de faire supporter aux travailleurs le poids de la crise.

(1) 1 % du marché mondial, seul fabricant français d'ordinateurs.

Pour une belle brochette de ministres, c'était une belle brochette de ministres, en forme de trinité, qui s'était arrangée tout spécialement, ce mercredi 8 janvier, pour causer bâtiment et travaux publics. Il y avait là, boulevard St-Germain, Galley (équipement), Barrot (logement) Fourcade soi-même... et des patrons qui déclamaient un véritable plan de relance destiné à retaper un secteur plutôt mal en point. L'heure étant parait-il à l'austérité, on ne leur a accordé qu'un maigre filet d'oxygène : légère accélération du rythme de déblocage des crédits, accroissement de 25 % des prêts pour les candidats au logement. En revanche, lors du conseil des ministres de mercredi, le gouvernement a plus particulièrement axé sa politique sur la réhabilitation des logements anciens. La France a mené, ces dernières années, une « politique de construction », elle mènera dorénavant une « politique du logement ». Ce qui, si les mots veulent dire encore quelque chose, n'est pas du tout pareil.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics, cette autre locomotive de l'économie — 145 milliards de chiffre d'affaire, 1 750 000 salariés, le dixième de la population active, le quart des effectifs industriels — n'a donc pas eu droit au même traitement de faveur que l'automobile.

rubrique nécrologique

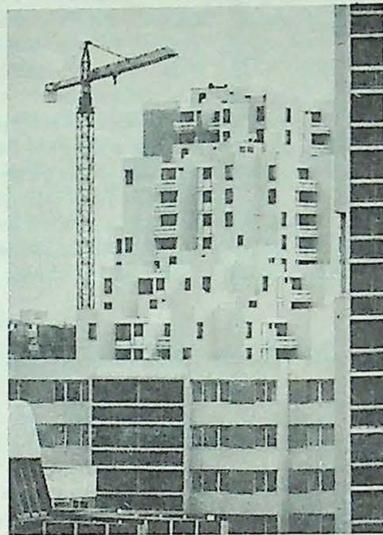
Et pourtant, il est touché de plein fouet par la crise. De janvier à septembre — à un moment donc où la demande de logements neufs n'avait pas encore fléchi de façon notable — 2 800 entreprises, selon la Banque de France, ont fait faillite ou déposé leur bilan, soit une augmentation de 27 % en un an. Et la liste, qui prend l'aspect d'une véritable rubrique nécrologique, n'est pas close. Depuis, Thireau-Morel au Havre (1 800 salariés), Astre (1 400, répartis entre Béziers, Montpellier et Toulouse), Stribick à St-Etienne (1 400)... et bien d'autres sont venus l'allonger.

L'avenir est encore plus sombre. On construira cette année 50 000 logements de moins qu'en 1974. Si l'on en croit certaines déclarations patronales et plusieurs enquêtes, le volume de travail devrait diminuer de 30 % environ si la conjoncture reste la même.

Pour les salariés, licenciements et réductions d'horaire vont d'autant plus se multiplier que nombre d'entre eux (41 %) travaillent dans des entreprises trop minuscules (moins de 50 personnes) pour surmonter le marasme. Les chantiers ne sont pas les seuls à être touchés ; dans les secteurs annexes la situation est aussi catastrophique, et particulièrement dans les industries lourdes du bois : contre-plaqués, charpentes, panneaux de particule. Dans la seule région de St-Jean-d'Angély en Charentes-Maritimes, dont c'est la principale activité, 480 licenciements sont déjà annoncés : Char-

pentier et Cousson, qui emploie 160 salariés, ferme ses deux usines : la SABDEC est en chômage technique : Malveau, en plus des licenciements, a décidé que les salariés de plus de 60 ans « bénéficieraient » de la retraite anticipée. Dans le même département, Rougier ne licencie pas mais a réduit les horaires de travail sans compensation.

La Bretagne, l'Alsace, le Languedoc-Roussillon et la Provence-Côte d'Azur déjà touchés risquent de connaître sous peu une



dégradation brutale de l'emploi et les pouvoirs publics s'en montrent — disent-ils — fort préoccupés.

La crise est là : inutile de le nier, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Et pourtant une telle cascade de faillite, de fermeture, a de quoi surprendre dans une branche qui a, jusqu'ici, fait preuve d'une vitalité certaine et d'un bel appétit et qui bénéficiait de profits considérables. Comment des entreprises — dont certaines, aujourd'hui en déconfiture, occupaient l'année dernière encore une place importante sur le marché — ont-elles pu en arriver là dans un délai aussi bref ?

Certes, la nouvelle réglementation qui limite l'importance moyenne des opérations, les mesures budgétaires qui ont réduit les crédits affectés aux équipements collectifs, et surtout le freinage draconien des crédits bancaires — tant à l'égard des entreprises que des particuliers candidats au logement — ont joué un grand rôle dans cet étranglement. Mais ils ont surtout servi de révélateur et montré la fragilité de toute une branche.

Appétit et vitalité ne signifient pas obligatoirement solidité. Le « boum » de la construction, ces dernières années, avait en réalité masqué un fait essentiel : la plupart des entreprises du bâtiment ne disposent pas suffisamment de ressources propres et ont une trésorerie fragile. En période d'euphorie, aucune importance, elles pratiquent la fuite en avant, et, ma foi, s'en sont trouvées fort bien. Aujourd'hui, elles paient le prix de la facilité d'hier en ne pouvant plus faire face aux échéances.

selon que vous serez puissants ou misérables...

Mais ce n'est là qu'un des éléments du dossier, celui que le gouvernement s'empresse de mettre en avant, tout en présentant ses condoléances attristées. Mais, comme chacun sait en bonne logique capitaliste, les « canards boiteux » doivent disparaître. Quitte à les y aider un peu quand ils boitent beaucoup trop, et même quand ils ne boitent pas du tout.

coup de grâce ?

Stribick à St-Etienne n'est pas une petite entreprise : lauréate en 1968-1969 de l'opération « quinze mille logements », du « jeu de la construction » en 1972-1973. Elle se classe au 21e rang dans la branche au niveau national. Ne pouvant assurer une échéance le 10 octobre, elle a dû déposer son bilan treize jours après. Son principal débiteur n'avait pas, lui, réglé ses dettes. Son nom ? L'Etat et les collectivités locales qui lui devaient vingt millions. Auraient-ils voulu donner le coup de grâce ? Un exemple unique ne serait pas probant. Thireau-Morel, Mildé Massot Didier, en liquidation toutes deux, travaillaient elles aussi pour des marchés d'Etat. L'Etat n'a pas payé, les Stribick se comptent par dizaine. De l'avis même de M. Clément qui sait de quoi il parle puisqu'il est le président de la fédération des travaux publics. Lançant le 14 octobre un véritable cri d'alarme, il expliquait que les entreprises de son secteur étaient coincées entre leurs fournisseurs — qui exigent des délais de règlement de plus en plus courts — et leur client principal, l'Etat, qui maintient les siens et même les rallonge.

On voudrait procéder à un véritable nettoyage par le vide en éliminant les faibles et en rendant plus faibles les gêneurs qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Mais l'Etat, en cette affaire, n'intervient qu'en seconde ligne, pour faciliter la restructuration de la branche au profit de groupes à capitaux bancaires (SAE, Bouyghes, Grands Travaux de Marseille) qui se sont taillé la part du lion depuis 1958, date de l'avènement du gaullisme, et veulent faire place nette à la faveur de la crise.

Ces groupes, bien équipés sur le plan technologique, sont essentiellement intervenus jusqu'à présent dans la frange du marché où la cherté du terrain n'absorbait pas une part trop importante de la

plus-value — c'est le cas des travaux publics : programme d'équipement, ZAC, concession d'autoroute, centraux téléphoniques, centrales nucléaires — ou lorsque des réalisations de prestige, comme la Défense ou l'opération Italie à Paris, permettaient de réaliser des bénéfices substantiels.

La crise ne les gêne pas ou peu. Elles peuvent l'aborder en toute sérénité et l'ont même vu venir avec intérêt puisque, grâce aux difficultés qui étranglent les petites et moyennes entreprises, elles peuvent prendre leurs marchés, les absorber, ou les faire disparaître. Face à leur appétit, les autres ne font pas le poids, d'autant que les banques, partie prenante de la restructuration, mettent le plus de mauvaise volonté possible à leur porter secours. On comprend mieux pourquoi un véritable plan de relance n'était pas à l'ordre du jour, et pourquoi on lui a préféré une « politique du logement » qui en fait permettra aux gros de la construction de dévorer les petits.

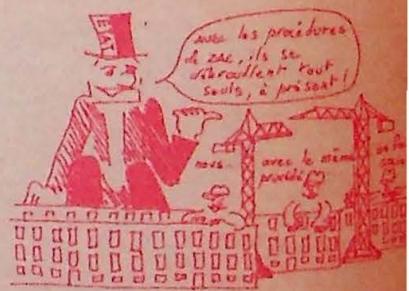
Paule Fernand ■

à lire

I comm

Des noms, des chiffres : en poche, comprendre comment on paie très cher la dérogation, mot d'ordre UDR. A lire

Ed. : Alain Moreau, 534 pages, 3500 F. Borromée - 75015.



L'usine et le logement

Enfin un petit bouquin simple, pédagogique des tas de dessins, comme celui public et de l'implantation des usines. Ou comment les réalités du capitalisme dans la vie de leurs.

Ed. du Cerf, collection Objectifs, 100 pages, 3500 F. Borromée - 75015.

ent ne va pas ?

dans la jungle
de l'immobilier

« t'as pas assez vu ? »

Drugstore Saint-Germain, 23 heures, devant la pile des « Figaro » : qu'on aime ou non l'édifice et le journal, c'est là qu'arrive le quotidien fraîchement tiré, avec son lot incomparable d'annonces immobilières. On parcourt à la hâte ces colonnes aux caractères minuscules et serrés, butant souvent sur des abréviations inusitées ; on coche au passage les propositions les plus alléchantes. Parfois, l'ordinateur donne une mauvaise réponse : on a coché machinalement l'appartement de rêve, inaccessible parce que trop cher, encore occupé, ou trop lointain. Puis la litanie reprend. Second passage, nouvelle sélection. Dix coups de téléphone à passer, trois visites à faire : le menu du lendemain.

Des voix suaves

A neuf heures, les ennuis commencent : c'est toujours occupé, ça ne répond jamais plus, ou c'est trop tard, ou ça n'est plus aussi alléchant. Chères agences ! Des voix suaves et légèrement ennuyées débitent leurs couplets. Il y a toujours

un petit problème imprévu : sixième étage sans ascenseur ; 100 à 200 F de charges en plus ; une méchante « remise » ; pas de lumière à ce « premier sur cour » ; un « gr. 2 P. » qui fait à peine 20 m² ; le « TEL. », c'était pour appeler l'agence ; c'était « à partir de » 800, et non 800 tout court. Excédé, on le dit. Rompue à cet exercice, l'employée esquisse une explication faussement dubitative : « Mon publiciste a dû faire erreur... » Pourtant il faudra leur laisser 10 % du loyer annuel : la fameuse « commission ».

L'idéal, bien sûr, c'étaient ces fameux appartements visés par la loi de 1948, ces « anciens loyers » à 300, 400 ou 500 F. Ces 2, 3 et même 4 pièces dont on parle avec des tremblements dans la voix, les yeux écarquillés : les toilettes sur le palier, oui, mais la procédure de la surface corrigée appliquée à un propriétaire trop gourmand ; du vieux, oui, mais du solide qu'on va « retaper », avec peut-être la chance de ne pas avoir de concierge âcariâtre, d'avoir une porte cochère ouverte la nuit, et de commercer avec de vrais et bons voisins. Un rêve seulement ! Ces perles rares ne sortent pas des réseaux familiaux. Et quand ils doivent réellement changer de mains, le propriétaire en profite pour faire installer l'eau, les toilettes, la moquette : alors le loyer double ou triple. C'est ainsi que certaines rues, quand elles ne sont pas rasées, se « rénovent » immeuble par immeuble.

Promoteurs et rénovation

« Studios à louer, gd st. moq. Kit. à part. 700 » : un employé de la société immobilière attend le client sur place ; le papier laqué jette ses fleurs 1900, la moquette jure, le sanitaire minuscule s'essaye au style hollywoodien ; on ferme et referme l'unique petit placard. On se voit déjeunant sur son lit et glissant ses vêtements par en-dessous ; on s'essaye mentalement à « allonger » les 700 ou 800 francs mensuels de loyer, les 100 francs de charges, la caution, l'avance, et pour finir la « commission ».

Les nombreuses sociétés de gestion et d'études immobilières qui se livrent à cette rénovation nouveau style se portent bien, on dirait ! Elles achètent les vieux immeubles les anciens hôtels. Puis elles se font promoteurs ! Division des appartements en petites cellules et on fait du neuf avec ou sans poutres apparentes. Après : vente au détail, avec

proposition d'assurer la gestion. Le promoteur change de casaque et devient syndic, tout en gardant sa casquette d'agencier. Et passez la monnaie... Un bon placement : « Je gère 250 appartements et studios. Ma clientèle, ce sont surtout les gens de cinéma ou de la télévision des Buttes Chaumont : ils achètent par téléphone, sans même se déplacer », nous communique avec fierté un petit agent immobilier des beaux quartiers.

On cherche fébrilement l'occasion : « 3P, cuis, bains, tél. 700 ». Est-ce possible ? A côté du métro Cadet, avant même l'heure indiquée, une vingtaine de jeunes se pressent dans un petit logement encore occupé : un style d'avant-guerre, à peine rajeuni par des reliures du « Readers Digest ». On fait la queue dans l'escalier ; des couples, arrivés les premiers, hument l'air renfermé, pressent l'agent immobilier de questions. Calme et blasée, l'employée sélectionne les candidats ; en moins de cinq minutes, l'affaire est faite. Dans l'escalier, ceux qui attendent posent des questions : « C'est bien ? ».

Du blanc, bon teint

Un coup de téléphone cette fois : « Particulier à particulier », c'est rare. Visite. La vieille dame, une italienne, vante les mérites de ce logement : il donne au fond d'une cour, au premier étage, sur une sorte de puits sombre de quelques mètres de large. Mais elle vient de la faire repeindre. Sept cents. Tant pis ; faute de mieux, on s'intéresse : c'est si bon de ne pas avoir à payer de commission. Le lendemain ; elle n'est pas au rendez-vous. Au téléphone sa fille explique : « C'est déjà loué, Monsieur. Vous comprenez, une affaire est une affaire ; ma mère aime à louer à des gens qu'elle estime, et elle a jugé très convenables cette veuve et sa fille qui travaillent toutes deux. Nous avons beaucoup d'appartements dans Paris, et peut-être ma mère aura-t-elle l'occasion de faire une affaire avec vous... »

5ème, 6ème arrondissement : mieux vaut ne pas y penser. 13ème, 14ème, 15ème : ça devient cher aussi. Alors la couronne nord-est : Belleville, Ménilmontant, les quartiers qu'on démolit, les quartiers des immigrés de toutes races. Une condition, une chance : être « blanc » bon teint. Et la première agence consultée — près du Père Lachaise — le fait sentir : « Les Noirs et les Arabes du quartier, je les ai à l'œil. Quand ils ne paient pas, un coup de fil au divisionnaire du quartier. On entre, et on fait poser des serrures neuves. Les gars, quand il rentre le soir, il ne sait plus où aller ; il comprend vite. Et puis si ça ne suffit pas, on fout tout en l'air : comme ça, la question est réglée ».

La cinquantaine tranquille, la rosette à la boutonnière, le directeur de l'agence conduit vivement son coupé sport dont le pare-brise arboré curieusement un macaron « Presse ». (« Oui, j'ai la carte. Euh... J'écris des nouvelles... »). Un Africain en bleu de travail qui

cherche un logement fait finalement partie du voyage malgré la mauvaise humeur du « journaliste ». Placé d'office à l'arrière, avec le tutoiement de rigueur : « Tu paieras au moins ? ». On visite d'abord le logement destiné au Noir. Le directeur commente à haute voix : « C'est coquet ; c'est assez bien pour lui ! Ce qu'ils aiment, c'est la baignoire ; mais je me demande ce qu'ils y font ». Puis, après quelques secondes : « Ça va, ça te plaît ? T'as pas assez vu, encore ? ».

A force, on finit par être prêt à accepter n'importe quoi. Un peu plus loin : Ménilmontant. Un numéro de téléphone dans l'annuaire, une visite à l'agence aussitôt, mais un écriteau sur la porte : « Pas de location ». A travers la vitre, l'employée, charmante et prévenante, fait signe d'entrer quand même : « C'est pour dissuader les Noirs et les Arabes. Vous comprenez... » On comprend. En une demi-heure, on a visité le petit logement, et laissé 3 800 F à l'agence, pour commission, avance ou caution.

Au café du coin, le tailleur qui a « cinquante ans de quartier » jure qu'il peut obtenir pour ses enfants de beaux logements de trois ou quatre pièces avec le téléphone pour 350 ou 400 F, dans sa rue toute proche. Rage. En finir. Trop tard. Le monologue s'enfle : s'il doit fermer sa boutique, c'est la faute de Giscard, bien sûr. Et puis : « Et puis surtout, on en a marre de travailler pour les allocations familiales des « Bic » et des Négros, qui s'en tapent des quatorze et des quinze... »

Un bloc plus loin, l'excavatrice gronde et des taudis tombent. Dans la vieille cage d'escalier en bois, les enfants crient, les chiens aboient. Et en bas, sur le banc, un Africain lit le « Parisien Libéré ». Le pire aura été — la lassitude et l'écoeurement aidant — d'avoir accepté de comprendre.

Philippe MARIÉLIE ■

Une campagne du PSU

Le droit de se loger ? Notre société ne le reconnaît pas. C'est le domaine du fric, des requins de l'immobilier, du Tout-Etat. Privilège de classe, qui chasse les pauvres vers les banlieues.

Ce droit, il faut se battre pour le gagner. Et ils sont nombreux maintenant ceux qui ne laissent plus porter atteinte à leur cadre de vie.

Aux assises du logement social, le PSU avait déjà protesté contre le ralentissement de la construction sociale et des équipements collectifs. Lors de la dernière session de sa direction politique nationale, le PSU a pris la résolution de lancer une campagne sur le contrôle du logement (loyers et charges locatives) par les comités de locataires.

Immobilier

En trombe, en cataclysme apprenez à ne pas être logés. Une seule solution, louer.

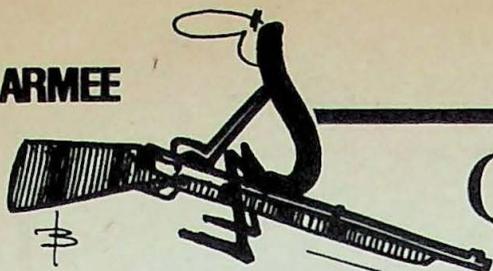
En vente à la Librairie Syros, 9, rue



un même combat

présenté de façon marrante (avec des dessins), sur les problèmes du logement. Faire comprendre en quelques leçons simples, la plus quotidienne, des travailleurs.

En vente à la Librairie Syros, 9, rue



Qu'est-ce que l'IDS ?

L'association IDS (Information pour les droits du soldat) a été créée pour soutenir les soldats, appelés ou engagés, qui luttent pour imposer les droits démocratiques à l'intérieur de l'armée. Dans cet esprit elle a été dès l'origine partie prenante de « l'appel des Cent », et s'est battue pour la structuration du mouvement de masse des soldats.

C'est ce qui fait sa spécificité à un moment où l'ampleur du mouvement — au sein comme à l'extérieur de l'armée — pose des problèmes au gouvernement et relance dans la gauche le débat sur la démocratisation de l'armée.

Mais, assez paradoxalement, ceux qui dans la gauche traditionnelle en débattent aujourd'hui excluent la réalité vivante du mouvement : les soldats eux-mêmes.

Pourtant, bien qu'en nombre limité, il existe aujourd'hui des comités de soldats, qui regroupent tous les soldats qui veulent que ça change, qui touchent même parfois des sous-officiers. Leur existence clandestine n'empêche pas qu'une réelle démocratie les anime. Dans l'action tout au moins, il n'est pas d'exemple où les divergences qui existent au sein de la gauche et de l'extrême gauche aient pu s'exprimer. C'est aujourd'hui la condition même de leur existence.

Le développement de ces comités et leur coordination est à l'ordre du jour. C'est à partir d'un tel regroupement, et à condition qu'il ne corresponde pas à une initiative minoritaire que peut émerger un syndicat. Un

syndicat qui se construira en poursuivant la lutte pour l'amélioration de la vie quotidienne des hommes du rang, en renforçant aussi l'autonomie des soldats face à la hiérarchie militaire. De ce point de vue la dernière proposition d'Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, est intéressante. Il faudra voir les modalités d'applications.

C'est ainsi que le mouvement des soldats pourrait profiter du contexte actuel, et d'un rapport de force avec la hiérarchie militaire en évolution, pour imposer les revendications que les appelés sont de plus en plus amenés à faire :

— le statut de citoyen libre. Cela veut dire la liberté d'expression, d'information et d'affiliation à une organisation. Mais aussi la suppression des juridictions militaires et l'application du droit civil au sein même de l'armée ;

— les droits du travailleur. Même sous l'uniforme, l'appelé reste un travailleur. C'est pourquoi, il doit obtenir les mêmes droits : celui d'association pour la défense de ses intérêts, un salaire au moins égal au SMIC, des permissions régulières qui ne soient pas des faveurs mais un droit, le libre choix du lieu d'affectation et de la date d'incorporation, enfin le respect de la personnalité (longueur des cheveux, port vestimentaire lors des sorties, entièrement libres).

C'est dans cette optique générale de la lutte au sein de l'armée que la Conférence nationale des comités IDS se réunira les 15 et 16 février à Paris.

Plus d'école pour les malades

En 1975, les immigrés en cure à Osséja n'ont plus besoin d'enseignement...

Le sanatorium d'Osséja dans les Pyrénées-Orientales (1 250 m d'altitude) groupe environ 300 lits de cure répartis en 8 établissements privés : 6 petits (de 20 à 40 lits) et 2 moyens (80 à 100 lits).

La plupart des malades soignés ici sont des travailleurs appartenant aux catégories sociales les plus défavorisées. Au moins un tiers, sinon la moitié, sont des travailleurs immigrés hospitalisés pour tuberculose pulmonaire, asthme, bronchite chronique, silicose, séquelles de maladies pulmonaires ou bronchiques, convalescence après intervention chirurgicale, etc...

Ils sont venus à Osséja bien sûr pour se soigner, mais aussi pour préparer leur reclassement professionnel. Regroupés en une puissante Amicale, les malades ont, en effet, dans les années 1948, 1955, obtenu la création d'un service de préparation au reclassement professionnel. Des instituteurs de l'Education Nationale et des enseignants embauchés par la station elle-même assuraient un enseignement et alphabétisaient les travailleurs immigrés : des psychologues de l'AFPA (1) les orientaient professionnellement et les plaçaient dans des centres de rééducation professionnelle ou en centres FPA, etc...

Trois anciens malades de la station, particulièrement compétents, avaient créé et animaient ce service. Des centaines de malades en ont bénéficié et ont pu ainsi retrouver une vie professionnelle correcte, parfois même améliorée. Compatible en tout cas avec leur santé.

Un service créé...

Depuis quelques années, les directions des établissements ont entrepris le démantèlement du service. Elles ont déjà supprimé des postes d'enseignants détachés de l'Education Nationale et trois postes locaux : le responsable du service, un moniteur d'atelier et un

psychologue. Seuls trois postes d'enseignants subsistaient en 1974.

... et animé par les malades

Pour les directions, en effet, les malades n'ont plus besoin d'enseignement en 1975. C'est négliger un peu vite les éléments suivants :

— les malades hospitalisés à Osséja sont en grande majorité d'un milieu culturel et professionnel pauvre : 80 à 90 % d'entre eux n'ont pas le niveau du CEP. Ils sont très souvent manœuvres et OPS et travaillent dans des métiers insalubres et physiquement durs.

— Ils sont pour la plupart des immigrés (Algériens, Marocains, Tunisiens, Maliens,

lable, et au mieux, une réactualisation des connaissances ou même, le plus souvent, une acquisition complémentaire de connaissances scolaires. Une période d'alphabétisation permettait aux travailleurs immigrés d'acquiescer les notions minimales facilitant leur adaptation à la vie sociale et professionnelle. C'est ce que le service de préparation au reclassement professionnel leur assurait pendant leur séjour à Osséja.

Au moment où l'on parle tant de formation permanente, il est paradoxal de supprimer un service qui, justement, assurait cette formation sans perte pour la production puisque les travailleurs bénéficiaires étaient déjà en arrêt de travail pour maladie... Bien entendu, les malades n'ont pas été consultés ni les travailleurs sociaux concernés...



Sénégalais, Espagnols, Portugais, etc...). En 1974, l'alphabétisation occupait au moins les deux tiers du temps des enseignants en fonction.

— Beaucoup de ces malades garderont un handicap à causes des séquelles de leur maladie. Ils ne pourront plus reprendre leur ancien métier car ils ne pourront plus supporter physiquement les conditions de travail auxquels sont soumis manœuvres et OS.

Ces stages, de formation ou de rééducation professionnels surtout pour les métiers moins pénibles physiquement, demandent au pré-

Plusieurs malades ont pris conscience du préjudice qu'elle allait leur causer ainsi qu'à ceux qui, dans l'avenir, viendraient se soigner à Osséja. Ils ont adressé à leurs directions respectives une pétition pour demander le maintien en poste du troisième enseignant. Les malades Algériens ont informé de leur action le Consul d'Algérie à Perpignan et lui ont demandé son soutien. Par ailleurs, un groupe de personnes du village, sensibilisées à ce problème, ont, en accord avec les malades, distribué un tract d'information et lancé dans le village une pétition pour soutenir l'action des malades.

(1) Formation professionnelle des adultes.

larzac totes los que volon viure al pais

L'enquête parcellaire est destinée à permettre la vérification, par les paysans expropriés, de la superficie des parcelles, de leur numéro de cadastre. Elle dure de 15 à 30 jours. Au terme de cette enquête, le préfet pourra faire prononcer l'ordonnance d'expropriation dans un délai de 6 mois maximum. L'armée devenant aussitôt propriétaire.

Au lendemain du grand rassemblement des 16, 17, 18 août au « rajal del gorp », il apparaissait que dans l'hiver suivant se jouerait la phase décisive du conflit. Juridiquement, le 21 juin, le tribunal administratif de Toulouse rejette le recours des 103 contre la déclaration d'utilité publique. Techniquement, l'armée a entrepris des aménagements qui montrent clairement qu'elle est déterminée à obtenir l'extension ; d'ailleurs elle « débordé » de plus en plus du camp pour intimider et pour bien montrer qu'il lui est trop petit (le 13 juin, un missile s'est perdu et s'est écrasé dans un camping à 20 kms). Politiquement, après la grande solidarité de la fête de la moisson, les paysans se retrouvent seuls sur le plateau.

L'armée tient au Larzac. Rien dans le contexte actuel ne laisse croire qu'elle soit tentée de céder. L'Appel des Cent, Draguignan, Karlsruhe ont mis l'armée en cause dans sa fonction, dans son fonctionnement. Elle subit un échec dans sa politique répressive au procès de Draguignan. Difficile de se permettre une nouvelle reculade. Retour à l'atlantisme, rapprochement avec l'OTAN ; on manœuvre en commun, on prête (on loue plutôt) des camps aux armées alliées. Il faut de la place. Les Marines sont à Canjuers : l'occitanie ressemble sans doute un peu aux rives du golfe persique. Plus ça sera désert et plus ça ressemblera. Expropriations !

L'armée tient donc à son projet et compte sur l'affaiblissement du soutien dont bénéficiaient les paysans pour régler l'affaire. Le succès de la fête de la moisson n'a pas empêché les paysans du Larzac d'en

Larzac, quatre ans de lutte. Un affrontement si long qu'on finit par croire qu'il n'évolue guère, que le face à face se prolongera indéfiniment. Aujourd'hui pourtant deux faits donnent à penser que l'on va vers une confrontation décisive : l'enquête parcellaire (le préfet de l'Aveyron annonce son début pour février) et une tranchée d'adduction d'eau dans la zone d'extension du camp (à travers la RN 9) : les paysans qui la creusent ont été frappés par les gardes mobiles, trois d'entre eux ont été convoqués devant le juge d'instruction. Deux durcissements donc : celui du pouvoir, celui aussi des paysans.



saisir les limites voire les dangers. Ils n'ont que faire, expliquent-ils, d'un « festival ou d'un pèlerinage ». La fête de la moisson marque la fin de la phase d'information et de popularisation. Une phase plus offensive commence dans la ligne de plusieurs actions déjà entreprises. La construction sans permis de

affrontement direct

construire de la bergerie de la Blaquière, le labour de terres de non résidents en décembre 1973, puis de terrains militaires (cet été), l'occupation de Jaça nova, puis des Truels, toutes ces actions entrent dans ce que les paysans appellent la « squatterisation plateau ».

Ces initiatives ont permis de faire céder l'armée ponctuellement : aux Truels, les parachutistes ont évacué la ferme. Face à l'attitude offensive des paysans le pouvoir devient clairement répressif. Pour la première fois, les gardes mobiles sont intervenus contre les paysans qui pour-

tant s'en sont tenus à une attitude strictement non violente jusqu'à présent. Après l'échec des tentatives de division (offres d'achat individuels, promesses de réinstallation...), l'affrontement devient direct.

Il faut faire échouer le pari sur l'isolement des paysans. Deux atouts — la liaison entre les paysans et le mouvement de soutien s'est améliorée. De part et d'autre il a fallu évoluer, dépasser méfiances et à priori. Les paysans — travailleurs ont été le relais essentiel de ce changement. L'impact de la lutte dans la région et les environs immédiats s'est accru (ça n'a pas été le plus facile).

Le Larzac apparaît comme le point fort d'une lutte globale contre la liquidation d'un pays à laquelle l'armée, comme le tourisme de luxe, contribue. On parle d'ailleurs d'entente entre l'armée et des promoteurs : une bergerie ça peut faire une cible, mais aussi une résidence secondaire du meilleur goût ! La dimension occitane de la lutte s'affirme donc, en particulier à travers

le comité millavois. Autour des 103, il y a tous ceux qui refusent la destruction d'une identité culturelle, d'un langage populaire, qui refusent l'exode : « totes los que volon viure al pais ».

une campagne

C'est dans le développement des luttes contre la liquidation économique, le chômage et l'exode que se manifeste une solidarité offensive qui n'est plus un simple soutien mais la participation à une même lutte : la victoire comme la défaite seront celle de tous. L'enjeu est donc lourd et l'issue proche. La mobilisation est urgente. Concrètement on peut continuer à acheter des parts de GFA (1). Surtout il faut reconstituer ou renforcer les comités-Larzac : leur tâche, dès maintenant, est de faire connaître la situation sur le plateau pour permettre une mobilisation efficace. Sur la région parisienne, le comité Larzac, soutenu par de nombreuses organisations (PSU, PLC, Lutte occitane) a entrepris une campagne d'information sur les développements récents, de façon à pouvoir dès l'ouverture de l'enquête parcellaire faire apparaître le soutien dont bénéficient les paysans du Larzac.

Il ne s'agit pas de se préparer à enterrer le Larzac. Les paysans sont entrés dans l'illégalité et ont su garder l'initiative. Aujourd'hui ils sont déterminés à rester et à continuer la squatterisation, quelles que soient les décisions du pouvoir. Aux Truels ils ont fait reculer l'armée, aidons les à la faire céder.

(1) écrire : comités de sauvegarde — chambre d'agriculture, route de Moyrazes — 12009 Rodez : chèque au nom de Maître de Roque-Taillade — notaire, avec la mention au dos « pour le GFA Larzac-un ».

Autres adresses : Comité Millavois de soutien aux paysans du Larzac. Coopérative agricole, rue de Glossop — Millau. Comité Larzac-Paris : chez TMS, 5 bis rue de l'Abbaye — 75006 — Paris.

POUR PRENDRE CONTACT

— Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier ou de votre lieu de travail.

— Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.

— Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom

Adresse

Profession

BULLETIN D'ABONNEMENT

Un nom :

une adresse :

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
CCP PARIS 5.826.65



notes de lecture

la police en miette, ou le système Marcellin

James Sarazin

Par un journaliste du *Monde*, très sage lui aussi, la description d'un combat : celui d'un ministre contre les Français, d'un flic contre tous les non-flics, d'un moraliste contre les Antéchrist. La vision du monde et la vie quotidienne d'un homme habité par la hantise du complot, la rage de maintenir l'ordre, le désir impérieux d'accomplir une mission supérieure. Six ans d'occupation du ministère de l'Intérieur, de 1968 — le grand échec des polices et la chasse aux sorcières de « mai » — jusqu'à 1974 où, pour ravalier la façade libérale, Giscard et Chirac font enlever en hâte les flics-Marcellin des endroits trop voyants. Entre ces deux dates, les effectifs de flics ont presque doublé ; un policier, gendarme ou CRS sur quatre ne fait que du maintien de l'ordre : un Français sur cent s'occupe de la surveillance des autres ; une formation baclée en trois ou quatre mois qui sort des produits industriels : petits jeunes peureux et sans autorité, ou grandes brutes épaisses et méprisantes. Bref, comment on tue consciencieusement le « réflexe républicain » dans la police.

(Coll. Q.A., Calmann-Lévy, 247 pages)

l'insurrection malgache de 1947

Jacques Tronchon

Trente ans ont passé. Un soulèvement que n'ont pu empêcher les plus modérés des nationalistes malgaches de l'époque ; une répression étalée sur plusieurs années, sauvage et sanglante : entre 70 000 et 100 000 morts. En France, du rifici entre socialistes et communistes ; à Madagascar, la coalition des colons, de l'administration française et des troupes levées sous d'autres tropiques pour enlever la parole au peuple malgache. Les conséquences ont été énormes pour la grande île du sud de l'Océan indien : l'accession à l'indépendance a été retardée de quinze ans ; toute une génération de nationalistes et de leaders populaires a été fauchée, et a fait cruellement défaut à la gauche ; la scène politique malgache a été dominée pendant plus de quinze ans — de 1956 à 1972 — par des hommes grandis dans le sérail de la SFIO coloniale et plus à l'aise pour finir avec de Gaulle, Foccart et Pompidou qu'avec les peuples du Tiers-Monde. Un livre sur les conditions et les causes de ces événements, qui reste peu bavard cependant sur les conséquences. Et deux cents pages d'interviews, notices biographiques, et documents d'archives en annexe. Et sur un grand moment de l'anticolonialisme, pratiquement ignoré en France, une somme qui jette un début de clarté.

(Textes à l'appui, François Maspéro).

qui se nourrit de la famine en Afrique

Comité d'information Sahel formation Sahel

Durant plusieurs années, des Africains sont morts de faim en grand nombre dans d'anciennes colonies françaises. Pourtant le gouvernement qui avait si bien orchestré sa campagne opportuniste pour le Biafra ou le Bangla-Desh n'a pas bougé. « *La complicité est générale*, écrivent les militants qui ont composé ce dossier systématique sur le pillage du Sahel. « *Dans les milieux universitaires, des hommes qui ont travaillé pendant des années en Afrique, qui y ont fait carrière, qui ont écrit des ouvrages sur ces populations, ces hommes se taisent. Dans les milieux de la coopération, ce fromage qui permet en deux ou trois ans d'amasser le magot, cette opération politique par laquelle on retarde la mise en place de cadres locaux (redoutés des cliques au pouvoir) en installant des « spécialistes » tout*

imbus de leur supériorité raciale, ces coopérants se taisent... »

(Cahiers Libres 292-293, François Maspéro).

Chili au cœur

Luis Vajá et Pierre Sénart

Cent cinquante six grandes pages de textes et photos, dont certaines en couleurs. L'album de la rage au ventre, mais une histoire qui ne finit pas avec les morts. Une mise en page et des commentaires de gens pour qui « *l'expérience du peuple chilien est incomparable comme sont incomparables ses poètes, de Gabriele Mistral à Neruda ; comme fut incomparable la résistance Araucane à l'oppression espagnole, comme est incomparable son fond de culture populaire, sa façon de peindre les grands murs sous les montagnes et sous le ciel ; comme incomparable a été la vie et la mort, toujours provisoire, d'un gouvernement d'Unité populaire* ». « *Notre Combat* », le mensuel des « chrétiens pour le socialisme », a publié un album du même type.

(Editions de la Courtille, 160 pages).

les dossiers noirs de la police française

Denis Langlois

C'est une réédition. Ce livre écrit en 1971 a déjà valu à son auteur et à son éditeur cinq procès en diffamation, sur plainte du ministre de l'Intérieur Marcellin. Plus cinq jugements en appel. Et des actions en cassation, actuellement en cours d'instruction. Une annexe de 30 pages rapporte ces procédures et ces débats : la suite politique qu'a voulu donner le « premier flic de France » aux révélations tranquilles d'un avocat, ancien conseiller de la très sage Ligue des Droits de l'Homme. En contestant l'exactitude de cinq passages du livre, Marcellin a authentifié tous les autres : sur la manière dont les citoyens-policiers français se sont jugés au-dessus des lois et ont camouflé leurs agissements ; sur l'indulgence dont ils ont bénéficié de la part de leurs chefs, de la justice, du gouvernement. Un « dossier » en cinq cotes : l'affaire Kaczmarczyk ; les morts des commissariats ; les aveux ; les arrestations ; l'abus des armes ; l'impunité.

(Coll. Points-Actuels, Le Seuil - 8 F).

Ph. M. ■

P.S.U. — Documentation

Vient de paraître

N° 70-71-72 coopération ou néo-colonialisme F. 4.00
N° 73-74 animation de la réunion de section F. 3.00

Numéros disponibles :

N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse 2.00
N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes 2.00
N° 26 Rosa Luxemburg 1.00
N° 27 - 28 La crise du système monétaire international 2.00
N° 42.43.44 Le mouvement

révolutionnaire et l'Universalité 3.00

N° 45 La lutte des femmes dans l'habillement et le textile 1.50

N° 51 Le recrutement 1.00

N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école 3.00

N° 62.63.64 Le Capitalisme et la Fiscalité 4.00

N° 65 - 66 Matérialisme Dialectique et Matérialisme Historique 2.50
N° 67.68.69 Capitalisme et Consommation 4.00

Abonnement : 20N° F 30.00
A adresser à : Editions Syros
9 Rue Borromée, 75015 Paris
C.C.P. 19 706 28 Paris

Dossiers formation

N° 5 Les stratégies du Mouvement Ouvrier
N° 6 Vie, animation et structures du P.S.U.
N° 7 Lutte, Contrôle et Auto-gestion, les réponses du P.S.U.

La série des 3 N° : F 8.00
Commande et règlement à adresser à : Edition Syros

rêves et réalité

Cette semaine, deux spectacles — **Les Iks**, mis en scène par Peter Brook, et, **En r'veant d'Expo**, de Jean-Claude Grumberg, mis en scène par Jjan-Pierre Vincent, ont marqué l'un et l'autre la distance qu'il y a entre l'inconscient collectif qui commande en partie l'évolution de nos sociétés et les réalités du monde ou de l'histoire.

Le rêve, dans **Les Iks**, c'est celui d'une action civilisatrice qui soit bénéfique (1). Il est incarné par le narrateur, un ethnologue un peu benêt, qui note consciencieusement ce qu'il voit. Peu à peu, son observation se transforme en une méditation sur lui-même et sur les valeurs humaines dont il est le représentant. Une étude plus poussée permettrait de montrer comment le récit est structuré, passant de la simple relation des faits au commentaire et à l'imagination sur le réel. Il conduit à un effondrement de ces valeurs. Les Iks, enfermés dans leur quête de la nourriture, sont devenus totalement associaux. Condamnés à la mort tous les faibles parmi eux, et d'abord les vieillards, ils ont condamné les fondements mêmes de leur société, sa religion originale, sa culture. Quoique nanti de son intelligence d'euro-péen, l'ethnologue est impuissant à trouver la solution qui sauverait ce peuple de sa lente destruction.

En fait, **les Kiks** ont leur origine dans un livre de Colin Turnbull, **The Mountain People**. Colin Turnbull, ethnologue anglais, a découvert une tribu africaine qui jusqu'en 1947 vivait de la chasse et de la cueillette. A cette date, la plus grande partie de son territoire devint parc national. La chasse et la cueillette y furent rigoureusement interdites. On obligea les Iks à devenir agriculteurs. Mais être agriculteur dans un pays où il ne pleut jamais, et où, sans une adaptation séculaire à la bonne préparation du sol et à l'emploi des semences, l'homme est un étranger pour sa terre, cela ne mène qu'à mourir de faim. En plein XXème siècle, les Iks devinrent un peuple voué à la mort lente.

une folle dans une trappe

Il faut dire que pour le spectateur des Bouffes du Nord qui n'aurait pas pris la précaution d'acheter le programme, dont le contenu explicite cette situation, ses causes n'apparaîtraient pas évidentes. Un monde meurt sous ses yeux sans que les assassins soient franchement dénoncés. Le travail critique qui mettrait en cause une politique colonialiste attachée au seul profit des anciens maîtres — européens — de

l'Afrique ou de ses maîtres actuels est à peine esquissé. Ce n'est guère que l'image des Iks que Peter Brook cerne en quelques moments scéniques forts : veillées autour du feu de camp, ou ensevelissement d'une folle dans un trappe recouverte de



branchages et de pierres d'où ne sortent plus que son visage étonné, puis ses bras tendus vers l'air libre. Une bonne équipe de jeu (six acteurs anglais et deux français, dont Maurice Bénichou en amusant missionnaire) crée une sorte de naturel de la famine et des comportements qui en résultent : duplicité, gaité dans l'instant, abandon à la situation telle qu'elle est, celui, par exem-

plé, de la femme qui pourrait échapper à cet enfer et cependant y revient.

capable — derniers feux du XIXème siècle — de rêver grand, de rêver énorme. » Le spectacle est l'explosion de ces deux rêves dans la réalité qu'est le 2 août 1914 : « On sort du rêve pour entrer dans un bain de sang. »

La pièce de Jean-Claude Grumberg montre la constitution d'un petit noyau familial. Eugène,



oppose un autre fantasme, celui du grand soir, de la grève générale miraculeuse qui jetterait tout par-dessus bord. « Encore faut-il dire (précise Jean-Pierre Vincent) que même si la classe ouvrière s'avère incapable de mettre ce rêve en œuvre, elle est encore

petit Louis, le fils d'Eugène et voit bientôt poindre devant elle une nouvelle carrière. Sur la scène du **Bouchon de Clichy**, elle devient l'expression de la France qui chante.

Or, le caf' conc', « forme de divertissement née du peuple », finit dit Vincent — par se retourner (ou être retourné) contre lui. Cette forme libre de satire née dans les quartiers périphériques finit par s'éloigner de ses sources » et par charrier l'idéologie des classes possédantes. A côté des chansons qui célèbrent les progrès de l'aviation, nous voyons naître des sketches qui excitent les sentiments belliqueux et font du spectateur moyen aveuglé le complice objectif de ceux qui vont le mener à l'abattoir.

Contre la « chanson française » patriotarde, se dresse le jeune Louis, qui a grandi et dont son père a fait un comique troupié, mais ce comique troupié, assidu aux réunions de la CGT découvre Montéhus et la chanson engagée. Pourtant, entre la chanson et le réel, comment ne ferait-il pas la différence ? Entre les socialistes (qui briguent des sièges à la Chambre), les communistes et les anarchistes, il y a surtout assaut de mots. Rien n'est prévu pour, au moment où vient l'ordre de mobilisation générale, lui résister victorieusement.

le malaise d'une équipe

La pièce, remarquablement documentée, mais constamment claire et signifiante, est donnée dans un très beau décor de Yanis Kokkos qui unit, comme ils le sont idéologiquement, les trois lieux de l'action : l'Exposition, dont les étoiles électriques brillent encore sur la guerre commémorée, le caf' conc' et la salle de « L'Egalitaire ».

Encadrant la troupe du Jeune Théâtre National, on remarque Philippe Clévenot, le patron du caf' conc', promoteur de spectacles gais et acheteur de l'Emprunt russe ; Hélène Vincent, qui joue avec beaucoup de drôlerie une Sybèle parvenue, marchant sur le dos de ses admirateurs, tous jupons en l'air telle une danseuse de French Cancan ; et Pierre Romans (Louis), dont le comportement et la voix assurée traduisent le malaise d'une époque.

Un beau spectacle, à ne pas manquer.

Dominique Nores ■

(1) Bouffes du Nord (Festival d'Avignon).

(2) Odéon. Le texte accompagné de documents est publié dans la collection « Théâtre Ouvert », Stock éd.

la comédie des erreurs des « supergrands »

Les partis communistes de l'Europe occidentale (à l'exception de ceux de l'Irlande du Nord, de l'Islande et des Pays-Bas), n'ont pas tardé à s'aligner sur le tournant de la politique soviétique. Dans une déclaration du 16 janvier, ils dénoncent les visées de l'impérialisme américain au Vietnam, au Moyen-Orient et en Europe de l'Ouest. Ils s'élèvent contre les prétentions des Etats-Unis au leadership mondial et au maintien du statu quo politique. Ils proclament le droit des peuples ouest-européens à choisir leur régime et leur voie vers le socialisme. Ils appellent toutes les forces démocratiques à construire « une Europe pacifique, démocratique et indépendante », grâce à « une politique de coopération mondiale dans le respect de la souveraineté et de l'égalité des droits ».

Etrange

Cette déclaration a été publiée, sans que ses signataires aient eu besoin de se réunir, comme ce fut le cas en janvier 1974. La rapidité de cette prise de position confirme que le mouvement communiste pro-soviétique a décidé, dans toutes ses composantes, de durcir sa politique face à la crise du monde capitaliste.

Etrange « comédie des erreurs » des deux supergrands ! Dans les milieux dirigeants de Washington, on a cru que l'URSS, ayant un urgent besoin de technologie et de crédits, ferait d'importantes concessions, même au prix d'une perte de prestige. On y a négligé la résistance des doctrines du Politburo. D'où, malgré les mises en garde de Kissinger, la limitation à 300 millions de dollars des crédits pour quatre ans et l'attribution conditionnelle de la clause de la nation la plus favorisée. D'où les menaces imprudentes de Ford et de Kissinger proférées contre les Arabes, détenteurs du pétrole, et contre les communistes vietnamiens.

Non moins erronées étaient les analyses de Brejnev et de son entourage. Ils ont cru que les USA, atteints par la crise, leur apporteraient avec empressement des crédits et outillages, afin de s'implanter dans l'immense marché soviétique. Ils ont sous-estimé les réserves du Pentagone et des industries d'armement qui redoutent de renforcer le potentiel militaire soviétique par l'apport de la technologie américaine. La réaction soviétique a été d'autant plus violente que tardive, Brejnev ayant prévenu, dès octobre dernier, Washington contre toute condition discriminatoire pouvant accompagner le traité de commerce.

Le résultat de ces erreurs d'analyse et d'appréciation a été un double raidissement : d'abord des Etats-Unis, de l'URSS ensuite. Quant aux partis communistes ouest-européens, ils ont nettement précisé leur principal objectif : « L'Europe occidentale ne doit pas être une région de l'empire américain ». Ils comptent sur la diminution de son potentiel économique pour affaiblir et finalement supprimer son influence en Europe occidentale.

Or, il n'en est rien. Les liens entre le Marché commun et les Etats-Unis se sont encore renforcés à l'occasion de la crise pétrolière. Même la France, après la parenthèse gaullienne, réintègre à petits pas le dispositif économique, diplomatique et militaire de l'Alliance atlantique.

Des deux côtés, après avoir tâté les défenses de l'adversaire-partenaire, on cherche à minimiser l'accident, à éviter la rupture, a fortiori l'affrontement armé. C'est pourquoi, on peut considérer jusqu'à présent le raidissement communiste comme tactique et non stratégique.

La politique de coexistence pacifique continue, affirment les deux supergrands. Il est vrai qu'elle continue dans d'autres conditions et se poursuit par d'autres moyens. La tension internationale s'est incontestablement accrue et, avec elle, la menace de conflits locaux, limités et soutenus par les grandes puissances.

A un jour d'intervalle, Paul VI et Chou en Lai



Inacceptables

Contre cette tendance, les partis communistes mobilisent leurs énergies. Ils n'aspirent pas pour autant à la conquête du pouvoir. Le risque de guerre, en ce cas, deviendrait en effet très grave. L'URSS ne semble disposée ni à l'assumer, ni à favoriser la participation des communistes au gouvernement en période de crise. Malgré le rejet du traité de commerce, assorti de conditions jugées inacceptables, on annonce à Moscou la reprise prochaine des pourparlers sur la limitation des armements nucléaires...

jetent un cri d'alarme contre les dangers d'une conflagration mondiale : « Le monde semble passer de l'après-guerre à l'avant-guerre » a dit le premier le 12 janvier. « La lutte pour l'hégémonie entre les deux super-puissances... ne peut qu'amener quelque jour une nouvelle guerre mondiale », a déclaré le second le 13 janvier. Elle ne paraît pas encore imminente.

Il n'en reste pas moins que la crise du système capitaliste augmente les risques de guerre et impose au prolétariat international une vigilance accrue.

Victoir FAY ■

il y a deux ans, Mahmoud el Hamchari

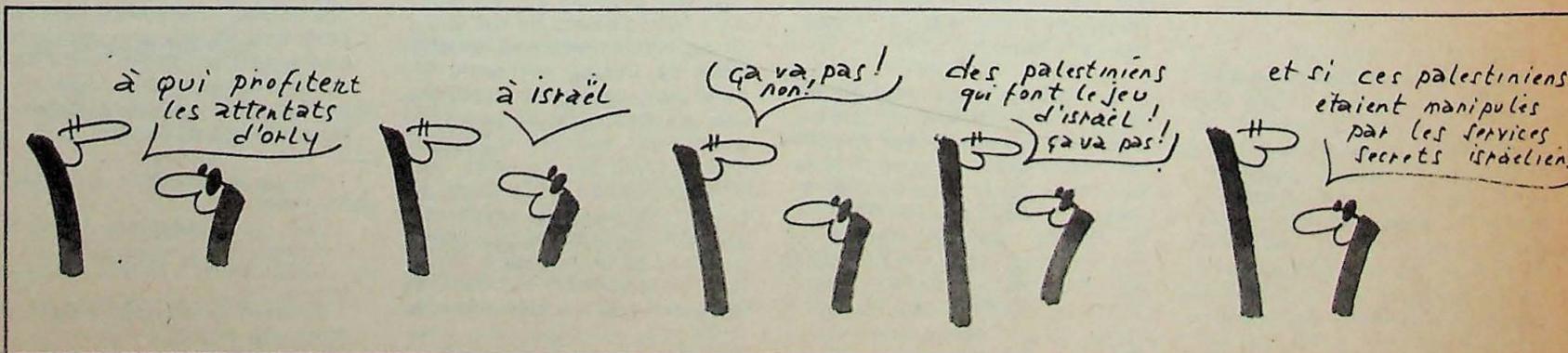
Le samedi 18 janvier, les amis de la cause palestinienne se sont rassemblés, en présence de Mme Hamchari, des ambassadeurs des pays arabes, de l'URSS de la RDVN et du président de l'amicale parlementaire euro-arabe, pour une courte cérémonie devant la tombe de Mahmoud Hamchari.

Dans son intervention Ezzedine Kalak, successeur de Mahmoud Hamchari, après avoir présenté brièvement les positions essentielles

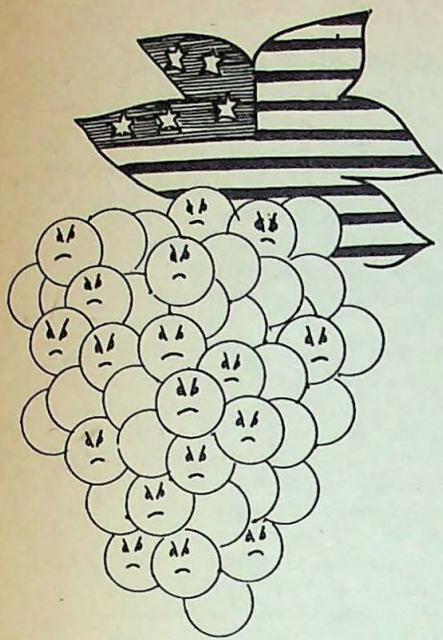
de l'OLP, devait rappeler que les assassins sionistes du premier représentant de l'OLP en France étaient, après deux ans, restés « introuvables » pour la police française. Un représentant des Juifs anti-sionistes a rappelé ensuite son soutien aux Palestiniens.

A.P. Lentin, au nom du collectif national Palestine, a souligné les progrès énormes qui ont été accomplis sur tous les fronts par la cause palestinienne. La soutenir est plus que jamais nécessaire à l'heure où une contre-offensive se développe visant à discréditer l'action des Palestiniens et à mettre en doute l'autorité de l'OLP sur la résistance.

F. DESMOULINS ■



« Les raisins de la colère »



Bête noire des trusts agro-alimentaires, Chavez organise ses camarades mexicains-américains (Chicanos) qui travaillent dans des conditions très comparables à celles des années où les migrants d'Oklahoma devaient suggérer à Steinbeck le titre de son roman *Les Raisins de la Colère*.

Et c'est bien encore de raisins qu'il s'agit : dès la fin des années 60, Chavez monte l'UFW (United Farm Workers), affiliée à la grande centrale AFL-CIO, en réaction à la « présence » exécrée du syndicat des Camionneurs (Teamsters). Ce syndicat, qui contrôle bien d'autres activités que les transports routiers, a en effet des relations connues avec la Mafia et son ancien patron, Jimmy Hoffa. Celui-ci fut incarcéré quand Robert Kennedy était à la Justice, en 1964, et n'a dû sa récente libération qu'à la grâce de Nixon. La volonté d'organisation autonome des « Chavistes » visait à contrôler l'embauche et à impulser des revendications plus sérieuses que celles du syndicat « jaune » des « Teamsters ». 1970 fut l'année importante pour l'UFW puisqu'elle vit aboutir le premier long boycott des produits agricoles mis sur le marché par les trusts maraîchers.

Une arme : le boycott

La grève active axée sur le boycott des raisins fut payante : 90 % des compagnies agricoles se virent contraintes à passer des conventions collectives avec l'UFW. Cette première grande victoire incluait, en particulier, l'organisation officielle des travail-

leurs dans la compagnie vinicole Gallo sous la bannière à aigle aztèque de l'UFW, symbole du combat des Chicanos (« La

Take a stand
with the Farmworkers.



Demand a Union Label.

Raza »). A quelques mois de cette victoire, Chavez lança le boycott des laitues produites par Antle C°, autour de Salinas. Ce boycott, soutenant la grève de 7 000 travailleurs, dure toujours.

Mais la très forte position acquise par l'UFW devait s'effriter en 1973 avec l'échéance des contrats négociés de 1967 à 1973 avec les patrons. Le creux de la vague était atteint en été. Profitant de la situation, les Teamsters lancèrent leurs nerfs à l'assaut des piquets de grève UFW (il y eut des morts) et de leurs « négociateurs » et lobbyistes dans les bureaux des trusts et les couloirs du Congrès de Californie. L'été 73 fut une copie des événements des « Raisins de la Colère » : violences, luttes pied à pied pour la survie de la représentation des travailleurs agricoles, alliances entre les Teamsters et les patrons pour abattre Chavez, leader incontesté des grévistes. La compagnie Gallo, lasse de l'UFW qui imposait chez elle depuis 1967 des conditions de travail, d'embauche et de rémunération décentes grâce au système du « hiring hall » (salle d'embauche avec contrôle des délégués des travailleurs), passa contrat avec les Teamsters.

Depuis, l'UFW a lancé un nouveau boycott des raisins de table et des vins produits par Gallo (une bouteille sur trois vendues aux USA). L'AFL-CIO, excédée par la conduite des Teamsters, est sortie de sa réserve et a financé la caisse des grévistes. La solidarité s'organise de nouveau et des centaines de bénévoles animent la grève et le boycott sur tout le territoire des USA.

Un symbole

L'UFW de Chavez a, pour cette lutte, un but précis. Forte du soutien des travailleurs Chicanos, elle vise à faire organiser des élections syndicales libres à bulletin secret. Les Chavistes avaient jusqu'alors refusé de telles élections car elles ne pouvaient être organisées par une loi les subordonnant à des clauses anti-boycott. Aujourd'hui la situation a changé : le gouverneur réactionnaire Reagan a été chassé du pouvoir en Californie par Jerry Brown, jeune démocrate. Ce dernier est beaucoup plus favorable aux efforts de Chavez. Cette année une législation plus souple devrait être votée.

La lutte des travailleurs agricoles est le symbole de la lutte de toute une race, d'une opposition ouvrière neuve et réelle, de dignité pour les immigrés. Elle est le porte-drapeau des victimes de l'oppression économique. La mobilisation de tous les progressistes américains aux côtés de Chavez et des United Farm Workers n'est pas seulement le meilleur atout des 400 000 travailleurs agricoles de Californie. Elle est aussi une promesse.

Marc Seur ■

Afrique Australe : les pions se déplacent

L'Angola fêtera donc son indépendance le 11 novembre prochain. Ainsi en a décidé il y a quelques jours le protocole d'accord mis au point à Penina par le gouvernement portugais et les trois mouvements nationalistes rivaux, aujourd'hui officiellement réconciliés mais dont les divergences les plus fondamentales ne se sont certes pas estompées.

Un collège tripartite dirigera jusqu'à l'élection de l'assemblée constituante le gouvernement dont les portefeuilles se partageront à égalité entre le MPLA d'Agostinho Neto, soutenu par le Congo et les pays de l'est ; le FNLA de Roberto Holden, appuyé par le Zaïre et, semble-t-il, apprécié des Etats-Unis ; enfin, l'UNITA de Jonas Savimbi, à qui on a pu reprocher naguère un flirt dangereux avec les autorités de Lisbonne.

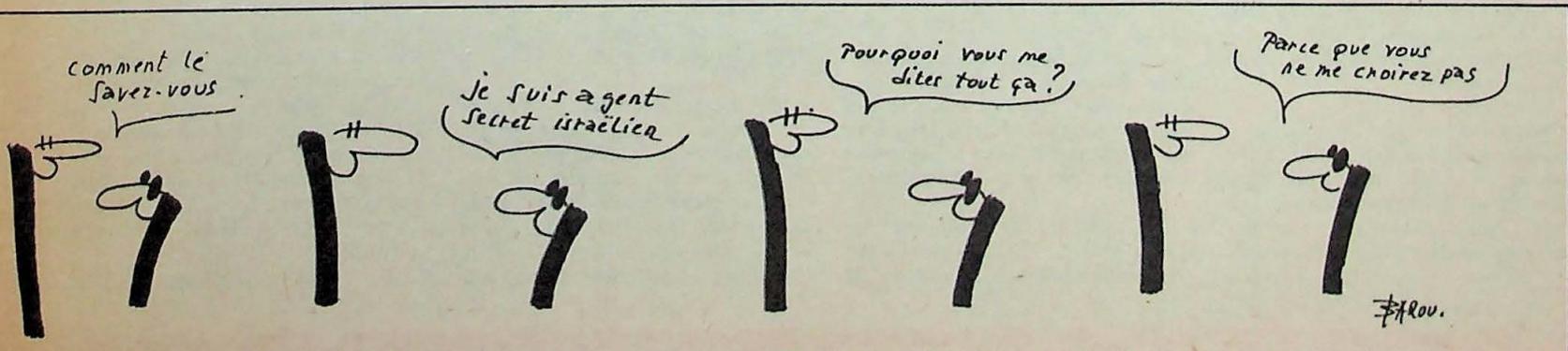
Or, sur le damier que représente cette région de l'Afrique, tout le jeu est bouleversé par un pion qui se déplace. La décolonisation angolaise amène le gouvernement d'Afrique du Sud à accélérer la mise en place d'un pouvoir

africain « bienveillant » en Namibie. En effet, ce territoire, frontalier de l'ancienne colonie portugaise, pourrait constituer une base dangereuse de guérilla contre le régime raciste de Pretoria.

Par ailleurs, en Rhodésie, les négociations en vue d'un règlement constitutionnel entre le pouvoir blanc de Ian Smith et les mouvements de libération du Zimbabwe, regroupés au sein de l'ANC (Conseil National Africain) sont à nouveau dans l'impasse.

Callaghan, le ministre britannique du Foreign Office, propose ses bons offices après une tournée dans huit pays du continent, dont l'Afrique du Sud. Cela, au nom de l'Humanité, du réalisme politique... et des intérêts colossaux du monde occidental dans cette partie du monde qui devient une poudrière.

R.L. ■



Curieusement le second tome de l'Archipel du Goulag suscite moins de débats et de controverses que le premier. Alors qu'il va beaucoup plus loin dans l'analyse socio-économique du Goulag. Dans la première et deuxième partie (1er tome) Soljenitsyne traçait une carte la plus précise possible des voies d'accès au système concentrationnaire soviétique. Il nous montrait les rouages de la machine à transformer un homme en Z / K : l'arrestation, l'instruction, la cellule, les transports.

Au seuil du deuxième volume la métamorphose est accomplie, le Z / K va rejoindre son peuple.

Peu importe le motif réel ou supposé de l'arrestation, peu importe qui il était « avant ». Il a rejoint un monde qui sera le sien jusqu'à la mort ou peu s'en faut. L'extermination par le travail, tel est le but, le sens profond des camps.

De l'idée du « redressement par le travail » à la place de la prison, on est passé au « travail de redressement » de tout un peuple, la machine à broyer tournant pour elle-même, ayant ses plans : quand il manque 150 ou 200 « contre-révolutionnaires » dans un district, on les fabrique. Avec des raisons aussi péremptoires que :

- discrédit jeté sur le guide
- position négative à l'égard de la constitution des kholkoz
- position négative à l'égard des emprunts d'états (obligatoires !)
- position négative à l'égard d'une mesure prise par le parti
- position négative à l'égard de la constitution stalinienne.
- sympathie pour Trotsky, pour les Etats-Unis, etc...

Le mécanisme a abouti à ce résultat : « Quant à ceux qui sont coffrés eh bien ce sont des Kaer, des ennemis de la révolution. Les années aidant le mot de « révolution » a perdu de son panache, d'accord, disons qu'il s'agit d'ennemis du peuple, ça sonne encore mieux (aditionnons... tous les coffrés de cet article (58) ajoutons y multiplié par trois le même nombre de gens de la famille, exilés, suspects, humiliés, persécutés et nous voilà amenés à admettre avec étonnement que pour la première fois dans l'histoire le peuple est devenu son propre ennemi tout en y ayant acquis en revanche son meilleur ami : la police secrète) ».

Notons tout de suite que ce qui est « reproché » aux coffrés ce ne sont pas des actes mais des intentions, des opinions, des sympathies, des antipathies ; bref, rien ! du vent ! un sourire, une attitude et tout de suite : menées anti-soviétiques ! 10 ans... 20 ans... 25 ans... fusillés.

Notons aussi que le « travail » des détenus est la plupart du temps aussi pharaonique qu'inutile. Des dizaines de milliers d'esclaves ont trimé, sont morts dans ce monument de boursouffure bureaucratique creusé en 20 mois : le canal

baltique-mer Blanche (Belomorkanal).

Construit sans matériel autre que les détenus, il ne sera jamais utilisé. Terminé le 1er mai 1933, il aura surtout servi à tuer un quart de millions d'hommes en deux ans. Oui 250 000 morts pour rien !

En 1933, retenez la date, c'est-à-dire avant les grands procès qui ravagèrent le peuple et le parti communiste.

Quand Soljenitsyne constate la sainte alliance du guépéoutiste et du truand pour torturer dans les camps les politiques, il ne mentionne pas la bonne vieille camaraderie entre le gendarme grand-russe et la pègre,

haine, d'oppression, d'exploitation, de mépris, est payé en sa propre monnaie par celui qui a été remodelé, trempé par le Goulag. Et on voudrait qu'il ne soit pas croyant ! Et on voudrait qu'il joue le jeu des « erreurs passagères dues au culte de la personnalité » ! Et on voudrait qu'il garde intacte sa confiance — dans la révolution d'octobre !

Allons soyons sérieux ! Soljenitsyne a vu de ses yeux, a senti dans sa chair, a entendu de ses compagnons de géhenne, la manifestation toute puissante du Mal, un concentré rationnel, planifié, de l'enfer. Il a vu des gosses de douze ans condamnés à 25 ans de camp pour délit politique. Il a vu ou recueilli de première main les témoignages des



tuense de juifs, de rouges, d'étudiants et d'ouvriers (« les cent noirs »). Mais que cette « discussion » soit même possible et que certains en soient à tenir la macabre comptabilité des souffrances et des horreurs, voilà qui est la plus éclatante condamnation du stalinisme et de la tournure qu'a prise la Russie « soviétique ».

Les positions chauvines, mystiques (nous y reviendrons) pro-américaines, anti chinoises et anti vietnamiennes de Soljenitsyne sont des éléments de plus à porter en condamnation du monde stalinien.

De même que le gendarme tsariste a été bon pédagogue pour le flic soviétique, de même le système de

victimes du Moloch ou du Caïn comme on préfère, qui a broyé un peuple, prostitué les femmes, érigé le chacun-pour-soi en système, traité d'assassins, d'empoisonneurs, d'escrocs, de traîtres, les meilleurs des communistes, des médecins, des ingénieurs, des soldats. Il a pu sentir l'odeur de la démoralisation d'un peuple, d'une classe, en qui l'humanité souffrante avait placé ses espoirs.

Qui a craché à la face de l'avenir ? Qui a discrédité pour des décennies le mot de communiste ? Celui qui, d'en bas avec des millions d'autres esclaves a souffert, sué de la plus value, été dépossédé de tout ce qui fait la vie en société ou ceux qui, bourreaux ignares d'un grand

peuple, ont osé appeler ça le socialisme ?

On demande à voir quand on se souvient que seule une poignée d'hommes courageux se sont élevés contre l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie. Quand on constate que l'opposition est qualifiée de « maladie mentale », quand on voit le marchandage sordide sur les juifs d'URSS, on doute : est-ce vraiment fini ?

On peut se poser aussi la question de savoir si ce que dit Soljenitsyne est vrai car enfin des milliers de journalistes, des dizaines de milliers d'écrivains, d'intellectuels (de gauche mais de droite aussi... Alexandre Isaïevitch !) se sont rendus en URSS, n'ont rien vu, rien entendu. Des millions de prolétaires courageux et honnêtes ont cru en l'Union soviétique. Et tous ces gens là se trompaient ou /et nous trompaient ? Force est de répondre oui.

Le rapport Khrouchtchev est une première preuve, une confirmation de ce qu'ont clamé les opposants. Mais il en a une plus écrasante : c'est l'incapacité des autorités soviétiques à répondre autrement que par l'injure ou l'anathème à des accusations précises, datées, situées.

On dit aussi que Soljenitsyne est un agent de la CIA, qu'il est en passe de rassembler sous sa houlette tous les opposants de droite au régime soviétique, que faire écho à sa prose c'est faire le jeu de l'impérialisme US.

Alors réfléchissons un peu : pour qui connaît l'itinéraire personnel de Soljenitsyne, il est peu concevable qu'il soit l'« agent » de qui que ce soit (on ne résiste pas 30 ans au Guépéou pour céder à la CIA). Mais si par hypothèse absurde, on l'admettait, alors il faudrait que l'impérialisme US remercie avec effusion les dirigeants soviétiques parce que cet « agent » c'est eux qui l'ont éduqué ! Que Soljenitsyne soit « de droite » c'est tout à fait évident, ça l'est particulièrement quand il conseille aux dirigeants soviétiques de se méfier du « péril jaune ». Mais concrètement en terme d'analyse de classe par rapport à la société soviétique dans quel camp est-il, celui des exploités ou celui des exploités ?

La réponse se trouve dans l'« Archipel » en particulier dans l'analyse du procès de travail et de la situation de classe des Zeks.

Elle se trouve aussi dans la démarche matérialiste d'analyse anthropologique, sociologique des peuples du Goulag (en particulier la définition du « milieu » comme expression sauvage des valeurs bureaucratiques !).

Incurablement romantique et n'ayant probablement pas saisi le sens historiquement progressif de la coupure épistémologique que représente la dictature du secrétaire général sur le prolétariat, je ne vois nulle part dans Marx que le socialisme soit « une botte foulant indéfiniment un visage humain » (Orwell).

Jacques THIBAUT ■